



MEJDOU AG BILEL À « L'EXPRESS »
**« Une application
 intégrale de l'accord
 d'Alger, gage d'un
 retour à la stabilité »**

P.3



RÉCONCILIATION POLITIQUE
**Tahar Benbaibèche
 et Fatima Zohra
 Zerouati reçus
 à la Présidence**

P.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 7 JUIN 2022 // N°320 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR
 DE L'ANP, SAÏD
 CHANEGRIHA, EN
 VISITE DE TRAVAIL
 ET D'INSPECTION À
 BÉCHAR ET TINDOUF

**« Adaptation
 aux nouveaux
 défis et
 optimisation
 du rendement
 professionnel
 des militaires »**

P.3



PROMOTION DE LA
 PERFORMANCE DES
 MÉDIAS NATIONAUX

**Les titres
 de presse
 à l'épreuve
 du terrain**

P.3

AÉROPORT D'ALGER
**60 100 euros
 saisis par les
 Douanes**

P.2

L'EAU EN AFRIQUE, UNE
 QUESTION QUI FAIT PASSER
 DES NUITS BLANCHES AUX
 RESPONSABLES

**L'Algérie,
 l'avenir
 au Sahara ?**

PP.8.9

POLITIQUE, ÉCONOMIE, RENSEIGNEMENT ET SOCIÉTÉ CIVILE
Redéfinir les priorités nationales

P.3



Photo: D.R.



DANS LA PERSPECTIVE
 DE STABILISER LE
 MARCHÉ AUTOMOBILE
**La CAPC
 propose un mode
 d'emploi**

P.4



AÉROPORT D'ALGER: 60.100 EUROS SAISIS PAR LES DOUANES

Les services des douanes ont saisi 60.000 euros à l'aéroport international d'Alger sur des passagers en partance pour plusieurs pays étrangers.

C'est ce qu'a annoncé hier, la direction générale des douanes dans un communiqué. Cette importante somme en devises a été dispersée sur quatre personnes

sans la détention d'un reçu bancaire. Selon la même source, l'arrestation des quatre individus a notamment conduit à la saisie de 60.100 euros.

LE CHEF DE L'ETAT REÇOIT LE PRÉSIDENT D'EL-FADJR EL-JADID ET LA PRÉSIDENTE DE TAJ



Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier le président du parti El-Fadjar el-Jadid, M. Tahar Benbaibèche. Le chef

de l'Etat a également reçu la présidente du parti Tajamoue Amal El Djazair (TAJ), Mme Fatima Zohra Zerouati.

APRÈS LA NORMALISATION, ABOU DHABI ET TEL AVIV SIGNENT UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

Après la normalisation de leurs relations il y a moins de deux ans, les Emirats arabes unis et Israël ont signé, mardi 31 mai, un accord de libre-échange, ce qui renforce leur rapprochement économique. Le texte, qui doit encore être confirmé par le Parlement et le gouvernement israéliens, doit permettre

sous cinq ans la levée des tarifs douaniers sur 96 % des biens échangés par les deux pays. Moins de deux ans après avoir scellé la normalisation de leurs relations diplomatiques, Israël et les Emirats arabes unis ont signé, mardi 31 mai, un accord de libre-échange censé encadrer leur ambitieux rapproche-

ment économique, a rapporté Le Monde. Cet accord doit encore être confirmé par le Parlement et le gouvernement israéliens, un processus qui peut prendre au moins deux semaines. Il doit permettre, sous cinq ans, la levée des tarifs douaniers sur 96 % des biens échangés par les deux pays.

LE BUT DE LA CHINE EST DE BOUTER LES ÉTATS-UNIS HORS DU PACIFIQUE

Dans un entretien au « Monde », la chercheuse Cleo Paskal affirme que les accords conclus avec plusieurs États insulaires lors de la tournée du ministre des Affaires étrangères chinois dans la région dessinent un contrôle des mers qui serait très pertinent en cas de guerre autour de Taïwan. Pour elle, dans le bras de fer qui agite les mers du Pacifique, le

but de la Chine est de bouter les États-Unis hors du Pacifique. Spécialiste de l'Indo-Pacifique, Cleo Paskal est une chercheuse canadienne associée à la Fondation pour la défense des démocraties, un groupe de réflexion de Washington, après avoir mené le projet « Perspectives géostratégiques pour l'Indo-Pacifique 2019-2024 » à l'Institut indépendant Chatham

House de Londres. Elle analyse l'impact de la visite exceptionnelle du ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, du 26 mai au 4 juin, dans huit États insulaires du Pacifique afin de sceller de nombreux accords sécuritaires et économiques bilatéraux : Timor oriental, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Kiribati, Vanuatu, Fidji, Tonga, Samoa.

HADJ 2022 : TEBBOUNE ORDONNE UNE BAISSÉ CONSIDÉRABLE DU PRIX LES AGENCES DE VOYAGES GRINCENT DES DENTS

Une bonne nouvelle pour les Hadjis. La réunion du Conseil des ministres tenue dimanche a été marquée par l'instruction du président Tebboune de revoir à la baisse le prix des frais du Hadj 2022. En effet, avant la clôture de la réunion, la préoccupation de nos hadjis liée aux coûts élevés du Hadj pour cette saison, en raison des

conditions économiques internationales, a été abordée, le Conseil des ministres ayant approuvé la subvention du billet de voyage des pèlerins, vers les Lieux Saints, en baissant son prix de 100.000 DA. Tebboune a, en outre, instruit le ministre des Transports d'indemniser les hadjis, qui se sont déjà acquittés du prix du billet,

lors du paiement des frais du Hadj. Les agences de voyages maintenaient mordicus leur position (85 millions de centimes) et justifiaient la justesse de la valeur financière du billet. La décision prise en Conseil des ministres va leur donner le temps de mieux réfléchir avant de se positionner dans des choix antipopulaires.

CRISE EN UKRAINE

Lamamra de nouveau à la manœuvre



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a pris part, dimanche, par visioconférence, à une réunion du Groupe de contact arabe au niveau ministériel sur la crise en Ukraine, a indiqué un communiqué du ministère. Ont pris part également à cette réunion, les ministres des Affaires étrangères des pays

membres du Groupe (Égypte, Jordanie, Soudan, Emirats Arabes Unis, Irak, et Royaume d'Arabie Saoudite), ainsi que le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Abou Al Gheit. Les travaux de cette réunion se sont penchés sur « l'examen des développements de la crise ukrainienne et des moyens permettant au Groupe de continuer à

s'acquitter de son rôle en vue de contribuer aux efforts diplomatiques internationaux visant à ouvrir la voie aux deux parties du conflit pour parvenir à une solution pacifique, tout en œuvrant en parallèle à atténuer les répercussions de la crise sur les pays arabes, notamment en terme de sécurité alimentaire et énergétique », a précisé le communiqué.

L'AVION DE LAVROV EMPÊCHÉ DE TRAVERSER L'ESPACE AÉRIEN DE TROIS PAYS

Belgrade a confirmé hier, que Sergueï Lavrov avait dû annuler sa visite après que son avion a été empêché par la Bulgarie, la Macédoine du Nord et le Monténégro de traverser leur espace aérien. En effet, la Bulgarie, la Macédoine du Nord et le Monténégro ont refusé d'autoriser l'avion de Lavrov

à traverser leur espace aérien pour atteindre la capitale serbe, a rapporté Le Monde, ce lundi 6 juin 2022. La Serbie a confirmé hier, que la visite prévue de Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe, dans le pays des Balkans n'aurait pas lieu. La Bulgarie, la Macédoine du Nord et le

Monténégro, tous trois membres de l'OTAN, ont fermé leur espace aérien à l'avion de Lavrov qui devait s'y rendre pour une visite de deux jours, en invoquant des sanctions imposées par Bruxelles à la Russie après le déclenchement de son offensive en Ukraine le 24 février

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

POLITIQUE, ÉCONOMIE, RENSEIGNEMENT ET SOCIÉTÉ CIVILE

Redéfinir les priorités nationales

Sommes-nous en train de vivre les grands virages de l'histoire ? Vraisemblablement, la réponse est oui. La guerre en Ukraine a dévoilé au grand jour qu'aujourd'hui plus personne ne concentre entre ses seules mains les outils qui lui permettent de dominer le monde, comme l'ont fait les Etats-Unis depuis la chute brutale de l'ex-URSS.

Cette guerre qui met en confrontation des puissances sous-traitant la guerre a brutalement mis à nu la fragilité des superpuissances : ni les Etats-Unis ni les Russes ni les Chinois n'ont été capables de peser de manière décisive dans cette guerre russo-atlantiste par l'intermédiaire de l'Afrique. L'Afrique est sortie grandie par des prises de position qui ont fait grincer des dents les capitales occidentales, comme lors du vote à l'Onu pour évincer la Russie du Conseil des droits de l'homme, ou encore lors de la dernière visite de Macky Sall à Moscou, et durant laquelle il a eu droit à la « courtoisie » et a défendu la position africaine. De même les Etats Unis, en déclin certes, encore superpuissants, cherchent à adopter une politique cohérente et fiable qui se débarrasserait des déchets qui l'ont desservi tant au Maghreb qu'au Machrek ces dernières années. Une imbrication des intérêts avec l'Algérie servirait l'un et l'autre de ces deux Etats sans porter préjudice aux fondamentaux de la politique étrangère et la sécurité nationale.

De ce fait, dans un monde en rapide transformation, avec, en prime, la nouvelle carte

géopolitique du monde qui se déroule sous nos yeux, pour Alger, redéfinir les priorités nationales en matière de politique internationale, en économie, comme dans le renseignement également, dans un contexte de plus en plus exigeant, tant à l'interne qu'à l'international, est une urgence. Et c'est, je pense, ce qui est en train d'être mené aujourd'hui, avec la discrétion souhaitée, aussi bien à l'intérieur qu'au plan des relations extérieures. La réconciliation politique, la participation des partenaires sociaux, l'apaisement du front social et la relance économique obéissent à cette logique. La guerre de basse et moyenne intensité gagne chaque jour en volume et en violence. On a tous vu avec quel biais on cherche à mettre en faillite le tourisme en Algérie, par exemple, en faisant jouer le très influent Forum économique mondial. A nos portes sud, les données changent : au Sahel, la France, ex-puissance coloniale et acteur majeur dans la construction-déconstruction des Etats africains depuis Foccart, perd chaque jour pied et se retrouve subitement en position de parasite indésirable. Après le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad s'émancipe de la



tutelle de l'Elysée. Seul le Niger officiel - pour des motifs financiers surtout, Niamey restant hélas, le pays le plus pauvre du monde - lui sert encore de marchepied au Sahel. L'émergence des nouvelles élites militaires dans la prise de décision dans l'univers subsaharien notamment, de même que dans le Grand Sahara, ont bouleversé l'ordre des choses, de sorte que la Françafrique ne tient plus, ou alors très peu.

La philosophie dans toute politique d'Etat est un des fondamentaux, qui a sa doctrine fixe, mais qui possède également ses réflexes de transformations selon le contexte et les intrications de l'heure ; c'est cette philosophie qui agit comme une doc-

trine formant dans un Etat l'architecture, la charpente et le squelette de toute politique cohérente pour l'espace sur lequel elle agit.

L'Algérie dispose d'atouts qui doivent lui servir de leviers pour reprendre du terrain ; courtisée par les puissances du moment, chacune pour des motifs, des objectifs et des intérêts spécifiques, elle peut tirer grandement son profit de ce brusque regain d'intérêt, qui, aujourd'hui, se présente sous d'autres formes et à la particularité d'être un intérêt donnant-donnant et non plus de domination. Ce qui est une nouveauté tout à fait exceptionnelle dans un contexte de guerre qui tend à s'internationaliser.

F. O.

PROMOTION DE LA PERFORMANCE DES MÉDIAS NATIONAUX

Les titres de presse à l'épreuve du terrain

Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur l'importance du projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle dans la promotion de la pratique médiatique, ordonnant de finaliser l'élaboration du projet de loi-cadre relatif à l'information et du projet de loi sur la presse écrite et électronique. Invitant à réfléchir sur la compétence et la perfor-

mance des médias, il a aussi souhaité « définir des critères qualitatifs pour promouvoir la performance des médias nationaux et garantir leur conformité aux exigences du professionnalisme, notamment en ce qui concerne le traitement des questions spécialisées ou d'investigation ». On y arrive enfin, serions-nous tentés de dire. Depuis que la médiocrité s'est installée dans la presse, c'est tout le pay-

sage intellectuel algérien qui s'est effondré.

Les tristes réalités du secteur ont subitement fait tache d'huile dans ce contexte particulier de guerre internationale de « moyenne intensité », un contexte périlleux qui contraint l'Etat d'être vigoureux et puissant dans tous ses compartiments, à commencer par les médias.

I.M.Amine



dépend également et essentiellement de l'état d'esprit du combattant, de la qualité de sa formation, du niveau de sa préparation physique et psychique et de ses capacités à prendre les décisions pertinentes en toutes circonstances, tout au long des phases de la bataille. Comme chacun sait, les batailles sont remportées d'abord et avant tout dans les cœurs des hommes», a souligné le Général de Corps d'Armée. Il a précisé que l'Algérie « dispose d'excellentes potentialités humaines, dont les caractéristiques psychologiques et morales leur permettent d'être parmi les meilleurs combattants avec lesquels il faudra compter ». Pour le Général de Corps d'Armée, « à travers ces exercices militaires, nous visons l'actualisation et l'adaptation des programmes de préparation au combat aux nouveaux défis, l'optimisation du rendement professionnel des militaires, tous grades et catégories confondus, ainsi que l'amélioration des capacités cognitives, psychiques et physiques, pour répondre à nos ambitions suprêmes, notamment la préparation de nos Forces armées pour faire face à toute situation d'urgence avec mérite et en toutes circonstances. » I.M.Amine

MEJDOU AG BILEL À «L'EXPRESS» :

«Une application intégrale et diligente de l'accord d'Alger, seul gage d'un retour à la stabilité»



Par Mejdou Ag Bilel
Analyste politique
malien
(Correspondance
particulière de
Tombouctou)

Alors que les mécanismes mis sur rails par le Plan d'Alger redémarrent, avec cette fois-ci l'implication totale de Bamako, certaines parties étrangères tentent de faire revenir au Nord-Mali les mécanismes de guerre dénoncés par Assimi Goïta et Choguel Maïga. Au plan interne, des couacs persistent, et c'est dans la logique de cette grande réconciliation nationale, «La situation du pays est toujours dans une impasse totale sur le plan politique. Le gouvernement malien reste campé sur sa position de réviser l'accord ou d'en faire une application «intelligente» selon lui. Certains «extrémistes» du camp gouvernemental le conditionnent à la récupération totale de Kidal et son retour dans le «giron malien». «Les mouvements signataires qui

se sont fédérés au sein du CSP quant à eux veulent une application intégrale et diligente de l'accord d'Alger, seul gage d'un retour à la stabilité du pays. La confiance s'est détériorée entre les deux parties et les déclarations incendiaires de certains activistes progouvernement n'ont pas arrangé les choses dans le bon sens. Un climat de méfiance semble s'installer entre les parties. Les sanctions politiques et économiques ont également beaucoup joué sur la situation socio-économique des populations, notamment dans le centre et nord du pays où les forces terroristes sont de plus en plus actives. Les récents massacres des populations par l'EIGS dans les zones de Menaka et Gao interpellent les différentes parties signataires et la communauté

internationale à fédérer leurs efforts et limiter la propagation de la gangrène terroriste. «Toutefois, la récente visite du ministre russe des Affaires étrangères à Alger (chef de file de la médiation internationale dans le cadre de l'accord d'Alger et acteur central de la résolution de cette crise) a suscité un grand espoir puisque le nouvel allié du Mali (la Russie) avait déclaré à sa sortie d'audience que l'accord d'Alger restait la principale base de discussions et du règlement pacifique de la crise pour une paix durable dans le pays. Ainsi, les Russes qui sont les principaux alliés des autorités de la transition à Bamako veulent ramener les parties autour de la table pour une évolution du processus de paix et lever toute équivoque. Ce qui constitue un bon signe».

DANS LA PERSPECTIVE DE STABILISER LE MARCHÉ AUTOMOBILE

La CAPC propose un mode d'emploi

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a élaboré une étude pour répondre à la question suivante : comment faire pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché de l'automobile, sans toucher aux réserves de change ?

Par Youcef Salami

L'approche de la CAPC consiste, dans une première phase, à faire de l'assemblage automobile en Algérie, en faisant appel à des constructeurs connus. Ceux-ci vont non seulement fournir le marché local, mais également réexporter des véhicules d'origine algérienne vers des pays liés à l'Algérie par des accords de libre-échange (la grande zone arabe de libre-échange, la zone de libre-échange continentale africaine et l'accord d'association avec l'UE). Les acteurs du marché pourront ainsi utiliser les excédents de devises susceptibles d'être générés par des opérations d'exportations bien définies pour financer l'importation de véhicules (des véhicules en kit d'assemblage) destinés pour le marché local. Le pays offre des avantages comparatifs à travers ces accords de libre-échange. Et cela peut séduire les constructeurs automobiles. Il s'agit donc de procéder au montage automobile pour l'exportation avec un changement de position tarifaire à même de permettre une algérianisation du produit et de bénéficier des dispositions des différents accords. Le bénéfice tiré en devises pourrait être utilisé par l'assembleur national et son fournisseur pour alimenter le marché local. Ainsi, le parc national sera renouvelé progressivement sans affecter les devises détenues localement tout en fructifiant les infrastructures existantes et en exploitant la

main-d'œuvre déjà formée. Selon la CAPC, des fournisseurs se sont engagés à fournir leurs assembleurs en kits en leur permettant de les écouler sur les marchés internationaux environnants et de leurs fournir des véhicules pour le marché local au prorata des bénéfices tirés. La seconde phase consiste en l'homologation d'un certain nombre prédéfini de pièces de rechange par les sous-traitants et de produits déjà existants, dans le domaine de la mécanique, ce qui rendra cette filière exportatrice. Il s'agit de passer de l'idée de la substitution à l'importation (marché restreint) au développement des exportations (économie d'échelle et donc compétitivité). L'Algérie dispose, estime la CAPC, d'une assise industrielle beaucoup plus importante et plus compétitive mais surtout plus diversifiée que certains pays activant dans la mécanique. En effet, différents intervenants peuvent valablement développer la filière à travers des sociétés et des investissements qui existent déjà, plusieurs produits dans le domaine automobile destinés à l'export tels que l'industrie de la câblerie et faisceaux de câbles, pneumatique.

UNE APPROCHE OPÉRATIONNELLE

La troisième phase consiste à mettre à niveau l'industrie sous-traitante, d'autant plus que l'Algérie a consenti d'énormes investissements (certains investissements ont déjà été réalisés, d'autres sont en cours de réalisa-



tion). La mise à niveau devrait toucher de nombreux segments tels que : emboutissage de tôle, diverses pièces moulées, pièces électroniques auto (modules embarqués), pièces électriques auto (batteries...), diverses pièces plastiques... La CAPC estime que la proposition qu'elle a formulée mérite d'être examinée. De même, elle souligne que cela assurera au secteur automobile une autosuffisance en devises à court terme et un excédent d'exportation à long terme, tout en contribuant à fédérer les acteurs économiques du secteur de la mécanique autour d'objectifs communs fixés par l'Etat dont principalement la préservation des réserves de change et son renforcement ainsi que le développement du tissu industriel. Dans un discours prononcé à cette occasion, son président, Agli Sami, a souhaité que les

acteurs du marché et les pouvoirs publics soient réceptifs à l'idée de cette étude et que cette dernière puisse être enrichie. Il dira que l'exercice est d'examiner les pistes opérationnelles pour pouvoir relancer l'industrie automobile sans affecter la balance commerciale (préservation des devises) et sans exacerber la pression sur les devises du marché parallèle. Il s'agit, notamment, poursuit-il, de tirer profit des avantages comparatifs qu'offre notre pays à l'effet de booster l'industrie mécanique et l'exportation, tout en permettant de satisfaire crescendo la demande nationale par l'intermédiaire de financements des constructeurs automobiles en lieu et place du Trésor public. Et d'expliquer : l'objectif étant essentiellement de préserver une balance commerciale positive tout en saisissant les opportu-

nités offertes par les changements de localisations industrielles suite à la pandémie. Selon lui, cette approche se veut être opérationnelle à très court terme et dont les modalités financières sont très avantageuses pour notre économie, qui évolue dans un contexte de crise mondiale. Ainsi a-t-il été décidé d'élargir la réflexion, dans un cadre participatif et inclusif, à la plus large frange d'intervenants dans le domaine de l'automobile et de mettre à la disposition de la presse, notamment spécialisée, ce travail qui constitue, à notre avis, une piste valable, pour une satisfaction progressive de la demande nationale tout en fructifiant l'existant en termes de capital humain formé et d'infrastructures coûteuses réalisées et opérationnelles.

Y. S.

LE DG DE LA BOURSE D'ALGER À L'ADRESSE DES ENTREPRISES

Sortir du mécanisme de financement par les banques

Par Zacharie S. Loutari

S'exprimant hier depuis le plateau de la radio nationale sur la question de financement des entreprises, le DG de la Bourse d'Alger Yazid Benmouhoub a déploré le manque d'engouement chez les opérateurs économiques nationaux pour la bourse constatant que le mode de financement privilégié des entreprises demeure centré sur les crédits bancaires traditionnels et l'autofinancement. Pourtant, a-t-il expliqué, les entreprises voulant évoluer dans des marchés internationaux, n'ont d'autre choix que de se développer en termes d'organisation, et penser des formes beaucoup plus ouvertes à l'environnement à l'instar des Sociétés par actions (SPA) et de grossir leurs capitaux de sorte à les rendre beaucoup plus importants que ce qui existe actuellement.

Dans ce sillage, M. Benmouhoub a lancé un appel à l'adresse des entreprises privées les invitant à sortir du carcan d'autofinancement, des financements bancaires, et de se projeter sur des financements de marché, avec toutes les exigences que cela impose en termes de transparence et de gouvernance.

Lors de son passage ce lundi sur les ondes de la radio nationale, le DG de la Bourse d'Alger a expliqué les raisons de cette réticence vis-à-vis de la bourse, par

de nouveaux aspects. Selon lui, « entre 2000 et 2014, les banques algériennes ont offert beaucoup de crédits bonifiés aux entreprises. Ce qui fait que les entreprises choisissent la banque au lieu de la bourse ».

Concrètement en Algérie, les entreprises, et en particulier les PME, petites et moyennes entreprises, se financent en majeure partie auprès des banques alors que dans la majeure partie des pays du monde, le financement par les marchés financiers occupe une place plus importante attendu que les ménages investissent davantage dans les fonds propres des entreprises, ce qui favorise le développement d'activités innovantes.

Et parallèlement aux banques et aux marchés traditionnels, se développent d'autres mécanismes de financement ce qui permet aux entreprises de renforcer leur indépendance et de bénéficier de ressources provenant d'investisseurs prêts à prendre plus de risques : les fonds d'investissement, ou les particuliers via des plates formes de financement participatif, c'est dire que l'Algérie reste en marge de ces évolutions managériales du financement qui seuls sont de nature de stimuler l'investissement et l'innovation. Une vérité qui pousse le DG de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, à reconnaître que l'attractivité de la bourse n'est pas impactée même si son

participation au PIB est passée à 0,5%. A cet effet ; il a souligné qu'il n'existe que peu ou prou d'entreprises relevant du secteur privé capables d'aller affronter le marché, et d'argumenter qu'il devient urgent d'opérer une véritable inclusion financière à travers, notamment, la mise en bourse des entreprises fiables, l'orientation de l'épargne vers le formel et la digitalisation des transactions, entre autres, et par-delà permettre au citoyen d'accéder à des services financiers en fonction de ses moyens. Sur un autre registre, l'invité de la radio nationale a doublement insisté sur l'urgence d'assainir le climat des affaires et de stimuler l'esprit d'initiative à travers la libération totale du parcours des projets d'investissement du système bureaucratique, argumentant que cela est même inscrit dans les priorités du programme de relance initié par le président de la république. En effet ; à l'issue de l'examen

du projet de loi portant conditions et modalités d'octroi de concession de terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement, le Président Tebboune a souligné l'importance de la libération totale du parcours des projets d'investissement du système bureaucratique, préconisant l'adoption d'une logique purement commerciale dans le traitement du dossier du foncier économique

A cet effet, il a ordonné la poursuite de l'enrichissement du projet proposé pour définir la nature de la relation entre les Services de l'Etat et les agences foncières devant être créées pour l'octroi et la gestion du foncier économique, tous types confondus et il a par la même donné des instructions pour accorder aux agences chargées du foncier économique un statut particulier leur permettant de gérer les zones et parcs constituant leur portefeuille foncier

S. L. Z.

Elle confirme ses engagements :
«Naftal, amie de l'environnement»

Naftal s'inscrit dans une démarche engagée en faveur de la préservation et de la protection de l'ensemble des écosystèmes du pays.

L'entreprise a participé, à l'occasion de la Journée internationale de l'Environnement, coïncidant avec le 05 juin de chaque année, à une opération de nettoyage du fond marin, des déchets qui constituent un danger pour la biodiversité.

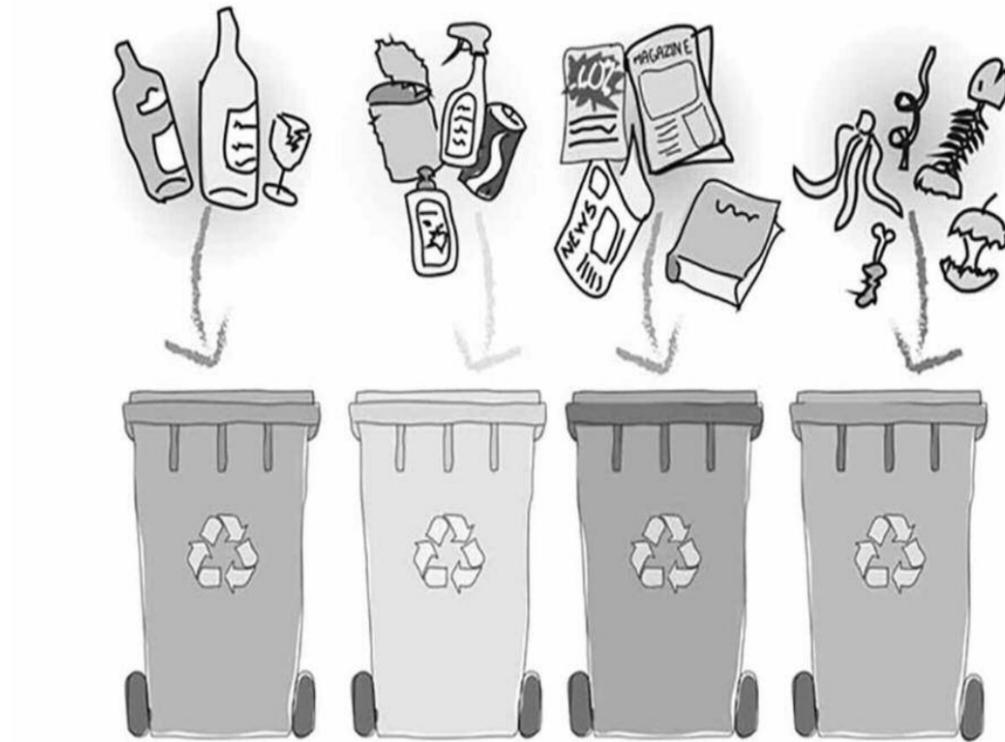
ALORS QUE LE RECYCLAGE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Valorisation économique des déchets : une mine d'or inexploitée

La valorisation économique des déchets génère annuellement 151 milliards DA pour les ordures ménagères et 18,66 milliards de dinars pour les filières pneus, huiles et batteries usagées, outre le fait qu'elle crée des opportunités d'emploi.

Par Youcef Salami

A l'occasion de Journée mondiale de l'environnement, la ministre de l'Environnement, Mme Samia Moualfi, a supervisé le lancement officiel des activités de la troisième édition de l'exposition virtuelle algérienne des déchets AVWE. La ministre a appelé à « l'adoption des technologies modernes dans le domaine de la valorisation et du recyclage des déchets », soulignant « la disponibilité du secteur dont elle a la charge à accompagner la mise en place des institutions actives dans ce domaine ». Moualfi a expliqué que « les technologies modernes représentent l'axe principal pour une meilleure valorisation des déchets et leur



transformation en richesse créatrice d'emplois ». La ministre a réitéré « la disponibilité de son secteur à accompagner la mise en place d'institutions actives dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets et à prendre des décisions qui permettraient de surmonter les obstacles et les difficultés susceptibles d'entraver les investissements dans

ce domaine prometteur ». Elle a également relevé que « la valorisation économique des déchets génère annuellement 151 milliards de dinars pour les ordures ménagères et 18,66 milliards de dinars pour les filières pneus, huiles et batteries usagées, en plus de créer des opportunités d'emploi ». Mme Moualfi a également souligné qu'« il existe 14 000 insti-

tutions actives dans le domaine de la valorisation des déchets en Algérie, expliquant la nécessité d'en investir davantage ». Concernant l'organisation de ce salon, Mme Moualfi a rappelé qu'« il s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des instructions du président de la République pour soutenir et encourager les investissements dans le domaine du réacheminement

et du traitement des déchets dans le contexte économique et environnemental actuel qui présente des défis sociaux ». Pour sa part, l'ambassadeur sud-coréen en Algérie a souligné l'importance d'organiser de tels salons pour intensifier la coopération dans le domaine de la gestion des déchets avec d'autres pays, mettant en avant le fait que « l'Institut coréen des technologies environnementales (Kite) accompagne le ministère dans toutes ses initiatives liées à la gestion et à la valorisation des déchets ». Pour sa part, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Sami Agli, a affirmé « l'importance de l'événement », car, a-t-il poursuivi, il traite des questions économiques connexes, représentées dans l'économie cyclique, la protection de l'environnement et l'importance des entreprises économiques nationales dédiant une politique de traitement des déchets et de protection de l'environnement au sein de leurs activités à l'intérieur de leur site de production. Il a notamment salué « le rôle des pouvoirs publics qui ont mis en place des mesures et une stratégie nationale intégrée pour protéger l'environnement et encourager l'économie circulaire ». **Y. S.**

SELON UN RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

De belles perspectives pour les énergies renouvelables en 2022 et 2023

Dans le volet « énergie renouvelable » de sa « mise à jour du marché des énergies » publiée en mai 2022, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) fournit ses perspectives pour le secteur en 2022 et 2023. L'AIE fait d'abord un rappel des événements de 2021, année au cours de laquelle le marché des énergies renouvelables s'est développé malgré la pandémie qui a entraîné des retards de chantiers et des difficultés d'approvisionnement. En effet, l'année passée, les capacités de production ont augmenté de 6 % s'agissant des énergies renouvelables, pour atteindre 295 GW. Plus précisément, le rapport indique une baisse de 17 % d'ajouts de capacité éolienne en 2021, compensée par le développement du photovoltaïque et des installations hydroélectriques.

LE SEUIL DES 300 GW DEVRAIT ÊTRE DÉPASSÉ EN 2022

Pour 2022, l'agence envisage une augmentation de plus de 8 % des énergies

renouvelables, par rapport à 2021. Le seuil des 300 GW devrait ainsi être dépassé cette année. Cette hausse est emmenée par le photovoltaïque qui devrait compter à lui seul 60 % de l'augmentation prévue avec notamment des projets à grande échelle en Chine et dans l'Union européenne (UE). S'agissant de l'éolien, une légère hausse du développement du secteur est attendue pour l'éolien terrestre. Pour l'éolien offshore, une baisse de 40 % est prévue en 2022. Ce chiffre est toutefois à remettre en perspective avec la forte hausse du nombre de chantiers réalisés en Chine l'an dernier en raison de la fin annoncée des subventions nationales dans le secteur.

ACCÉLÉRATION DES RENOUELABLES PORTÉE PAR LA CHINE ET L'UE

Des projets devraient toutefois se poursuivre en Chine cette année, encouragés par des aides provinciales, permettant

au pays de devenir en fin d'année, le numéro 1 en capacité de production d'éolien offshore, devant l'Union européenne et le Royaume-Uni réunis.

La Chine s'est d'ailleurs donné pour objectif de se doter d'une capacité de production de 1 200 GW d'ici 2030 grâce à l'éolien et au photovoltaïque. Par ailleurs, en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions prononcées par l'UE à l'encontre de la Russie, plusieurs pays de l'UE ont prévu de développer une politique visant à réduire leur dépendance vis-à-vis des importations de gaz naturel russe.

Cette politique s'appuie sur le développement des énergies renouvelables. L'AIE nuance toutefois ses effets à court terme, étant donné les délais nécessaires pour mettre en place les nouveaux projets (plus de 18 mois). Elle rappelle également que cette évolution devra s'accompagner de mesures d'efficacité énergétique pour contenir la

demande.

Le rapport évoque également le cas de l'Inde qui devrait connaître une expansion des énergies renouvelables en 2022 et 2023. Toutefois, la fragilité financière des entreprises de distribution incite l'AIE à rester prudente quant à ce développement.

Enfin, aux États-Unis, les prévisions sont revues à la baisse pour 2022 et 2023, en raison de mesures politiques et commerciales qui ralentissent le développement du secteur. Pour 2023, l'agence projette une stabilité des énergies renouvelables dans le monde. En effet, malgré la prévision d'une hausse du photovoltaïque, les projets hydroélectriques devraient fortement baisser.

HAUSSE DES COÛTS DE PRODUCTION

Par ailleurs, en ce qui concerne le coût des énergies renouvelables, il est en hausse en raison de l'augmentation du prix des matières premières et du transport. En 2022, l'agence estime que les coûts d'investissement globaux pour les nouvelles centrales photovoltaïques et les éoliennes terrestres vont augmenter de 15 à 25 % par rapport à 2020. Toutefois cette hausse ne pénalise pas le secteur outre mesure dès lors que les prix des combustibles fossiles et de l'électricité ont également subi une augmentation, nettement plus rapide depuis le dernier trimestre 2021.

In Révolution énergétique

Dans ce monde complexe qui se dessine devant nous...

Nous sommes plus que jamais déterminés à décrypter et analyser tous les grands phénomènes qui agitent nos sociétés. A mettre sur le devant de la scène de l'information fact-checkée, basée sur la science, sans a priori et sans concession. A fournir aux citoyens de meilleures clefs de compréhension et d'action dans un monde en transition.

Pour fournir une information indépendante, de qualité, disponible au plus grand nombre et sans publicité pour le nouveau 4x4, nous pensons que l'information doit être libre. Mais cela ne peut se faire sans vous. Nous avons besoin de vous pour construire avec nous une information de qualité et gratuite pour tous, pour la diffuser, pour la

partager autour de vous, mais aussi pour nous aider à préserver notre indépendance financière. Chaque fois que vous contribuez par exemple à hauteur de 50 euros (17 euros après déduction fiscale), ce sont 2 000 citoyens qui sont mieux informés sur des sujets d'avenir.

In Youmatter

SANCTIONS DE L'UE CONTRE LA RUSSIE

La Serbie ne recevra plus de pétrole russe via l'oléoduc Adriatique

■ La société pétrolière Naftna industrija Srbije (NIS), dont 56,15% du capital est détenu par le russe Gazprom Neft, ne recevra plus de pétrole brut russe de l'oléoduc Adriatique JANAF suite à la dernière série de sanctions de l'UE contre la Russie, a annoncé avant-hier le ministère serbe de l'Énergie. La Serbie n'est pas le seul pays européen touché par la nouvelle série de sanctions de l'UE – qui interdit les importations de pétrole brut russe par voie maritime – a déclaré le ministère à la chaîne de télévision N1 TV, ajoutant qu'il faisait "tout pour assurer la sécurité de l'approvisionnement". L'approvisionnement en pétrole brut de NIS est assuré par des navires-citernes via le port d'Omišalj, sur l'île croate de Krk. "Cela signifie qu'il n'y a plus aucune possibilité que du pétrole brut russe soit livré à la raffinerie de la ville serbe de Pančevo, mais NIS peut importer n'importe quel autre pétrole brut et a importé du pétrole d'Irak et de certains autres pays au cours de la période précédente", a déclaré un représentant du ministère. Selon lui, le ministère de l'énergie prévoit d'œuvrer à la résolution de la question de l'approvisionnement et à l'augmentation du stockage du pétrole brut, ce qui, en plus de réserves stables de produits pétroliers, "devrait apporter une sécurité supplémentaire en cas de perturbation du marché". R. E.

LE PÉTROLE REPREND SON SOUFFLE

La reprise de la demande chinoise inquiète

Les prix du pétrole se stabilisaient hier à un niveau élevé, la fin de mesures anti-Covid 19 en Chine présageant d'une demande soutenue alors que l'offre est plombée par l'embargo européen sur la production russe.

Vers 09H35 GMT (11H35 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août montait de 0,34% à 120,13 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en juillet prenait 0,38% à 119,28 dollars, après être monté à 120,99 dollars, un sommet depuis début mars. L'annonce de la fin du confinement de Pékin dimanche a clos une semaine mouvementée pour l'or noir: un embargo progressif de l'Union européenne sur le pétrole russe lundi puis une légère augmentation des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses alliés (Opep+) jeudi. «La demande en énergie devrait rebondir en Chine avec la levée de restrictions sanitaires à Pékin, et même s'il ne faut pas prévoir une embellie incroyable de l'économie, la reprise post-confinement devrait alimenter les inquiétudes sur l'offre de pétrole», explique Susannah Streeter,



analyste chez Hargreaves Lansdown.

«Malgré l'ajustement du cartel (de l'Opep+), la demande

mondiale dépasse largement l'offre en raison des mesures européennes contre le pétrole russe», commente Victoria Scholar, analyste chez Interactive investor. L'Opep+, qui avait augmenté ses objectifs de production ces derniers mois de 432.000 barils par jour, a annoncé jeudi une hausse de 648.000 barils par jour.

Mais de nombreux observateurs du marché soulignent que les 23 pays de l'accord Opep+ peinent déjà à atteindre leurs objectifs. Signe de la vigueur de la demande, le géant saoudien du pétrole Saudi Aramco a augmenté ses prix à la vente pour ses clients asiatiques dimanche. Depuis le début de l'année, l'envol de la demande avec la fin des restrictions liées au Covid-19 à travers le monde et la perturbation du marché causée par la guerre en Ukraine ont fait s'envoler le prix du Brent de 55% et celui du WTI de 58%. R. E.

FRANCE

Les Émirats arabes unis, une alternative au pétrole russe?

La guerre dure en Ukraine, et en représailles les Européens ont décidé de se passer de la majeure partie de leurs importations de pétrole russe d'ici à la fin 2022. Le défi est de trouver des fournisseurs alternatifs. Le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, a évoqué des « discussions en cours » avec les Émirats arabes unis. Depuis que début

mai, la Commission européenne a déclaré vouloir se défaire du pétrole russe dans les six mois, les Émirats arabes unis sont réapparus sur la carte des fournisseurs européens de brut. Abou Dhabi peut être « une solution de remplacement au moins temporaire au pétrole et au diesel russes », a estimé le ministre de l'Économie français, Bruno Le

Maire. Selon l'agence Bloomberg, au moins six millions de barils de pétrole émiratis prendront la route de l'Europe en juillet. C'est la première fois en deux ans. D'habitude, le brut émirati emprunte la route de l'Asie. Mais entre les reconfinements de ces derniers mois et le récent afflux de pétrole russe bon marché, la région a eu moins soif du pétrole

d'Abou Dhabi. Les Européens exploitent donc cette fenêtre de tir même si cela se fait à prix d'or. Son baril pour livraison en juillet s'est échangé contre 109,69 dollars. Avec la hausse, certes symboliques, décidée par les pays exportateurs (dont la Russie) jeudi 2 juin, de nouvelles cargaisons pourraient prendre le chemin de l'Europe. R. E.

ROYAUME-UNI

Chute de 21% des ventes des nouvelles voitures en mai

Les ventes de voitures en mai ont chuté de près de 21% sur un an au Royaume-Uni à cause de la pénurie de pièces détachées qui se poursuit, conséquence des perturbations mondiales de la chaîne d'approvisionnement. C'est le deuxième pire mois de mai en trente ans à l'exception du confinement de 2020, fait valoir la SMMT, l'association britannique sectorielle, dans un communiqué lundi. Le marché britannique reste 32,3% inférieur à son

niveau pré-pandémie de Covid-19 «malgré un carnet de commandes solide», précise la SMMT. En revanche, les ventes de voitures électriques ont progressé de près de 18% le mois dernier. «Le secteur continue à faire face à une pénurie mondiale de pièces détachées, avec toutefois les véhicules électriques qui progressent, rare point positif», a commenté Mike Hawes, directeur général de la SMMT. Il appelle à l'«accélération du déploiement des

infrastructures de chargement» pour donner confiance aux consommateurs encore réticents à passer à l'électrique. En Allemagne et au Japon, les ventes de voitures en mai ont également été plombées par les problèmes de chaîne d'approvisionnement, aggravées par les confinements en Chine, avec un recul de respectivement 10,2% et 16,7% des immatriculations de voitures neuves. R. E.

WELT AM SONNTAG

L'Allemagne fait face à 5 milliards d'euros par an touchés par les sanctions russes sur le gaz

Les sanctions russes contre Gazprom Germania et ses filiales pourraient coûter aux contribuables allemands et aux utilisateurs de gaz 5 milliards d'euros supplémentaires (5,4 milliards de dollars) par an pour payer le gaz de remplacement, rapporte l'hebdomadaire Welt am Sonntag, citant des représentants de l'industrie. En mai, la Russie a décidé de cesser d'approvisionner Gaz-

prom Germania, qui était la filiale allemande de Gazprom, après que Berlin a placé la société sous gestion fiduciaire en raison de l'invasion russe de l'Ukraine. Lire la suite Depuis lors, le régulateur de l'énergie Bundesnetzagentur, agissant en tant que fiduciaire, a dû acheter du gaz de remplacement sur le marché pour remplir les contrats d'approvisionnement avec les services

publics municipaux allemands et les fournisseurs régionaux. Le ministère de l'Économie estime que 10 millions de mètres cubes supplémentaires par jour sont nécessaires, a déclaré un porte-parole du ministère, confirmant un chiffre cité par le journal. «Les quantités sont achetées sur le marché et aux prix du marché. Aucune information ne peut être donnée sur les quan-

tités exactes en raison de la confidentialité commerciale», a déclaré le porte-parole dans une réponse par courrier électronique. Welt am Sonntag a déclaré que le coût actuel serait d'environ 3,5 milliards d'euros par an et que des coûts supplémentaires pourraient découler du remplissage de l'installation de stockage de gaz naturel de Rehden commandée mercredi par

le ministre de l'Économie Robert Habeck, a-t-il déclaré. Le journal a également indiqué que les coûts supplémentaires seraient répercutés sur les fournisseurs d'énergie et les clients finaux sous la forme d'une taxe sur le gaz à partir d'octobre. Le porte-parole du ministère a déclaré que les fournitures n'étaient pas en danger. Reuters

SOUK AHRAS

Nécessité de développer les capacités interactives chez l'enfant autiste

Des médecins, des spécialistes et professeurs en psychologie ont insisté avant-hier, à Souk-Ahras sur l'importance de "développer les capacités interactives verbales et non verbales chez l'enfant autiste".

S'exprimant au cours des travaux d'un séminaire national sur "les moyens de prévention du trouble de l'autisme chez les enfants et comment les faire intégrer dans la société" organisé à la maison de la culture Tahar Ouettar, Dr. Messaoud Houichi, orthophoniste au sein de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) d'Ain Oulmène (wilaya de Sétif) a précisé qu'il devient incontournable devant l'augmentation du nombre d'enfants autistes de "développer les capacités interactives verbales et non verbales chez ces enfants".

M. Houichi a insisté, au cours de cette rencontre organisée à l'initiative de la Fédération nationale de l'autisme (bureau de Souk-Ahras) qui se poursuivra jusqu'au 7 juin courant, sur l'importance de trouver les bonnes méthodes scientifiques pour une meilleure prise en charge des autistes, appelant les parents des enfants concernés à prendre en considération les conseils des spécialistes en langue et orthophonie, d'autant que le taux de participation des parents à l'opération de prise en charge atteint actuellement les 60%.

Pour sa part le professeur Seddik Bekou, spécialiste en psy-

chiatry pédiatrique à l'hôpital Mahfoud Boussebsi de Chéraga (Alger), a présenté, au cours de cette rencontre, dont l'ouverture officielle a été faite par le chef de l'exécutif local Lounès Bouzegza, un bilan sur ce qui a été réalisé à l'échelle nationale au profit de cette catégorie.

Le professeur Bekou, également vice-président du comité scientifique de la Fédération algérienne de l'autisme, a insisté sur l'importance de prendre en considération les conseils des spécialistes du domaine notamment, les services hospitaliers universitaires, ajoutant que ce séminaire national s'inscrit dans le cadre du projet national de la fédération pour sensibiliser et former sur ce trouble pour la prise en charge de cette catégorie et leur intégration dans la société.

La Fédération nationale de l'autisme a élaboré un plan d'action 2020-2024 contenant plusieurs axes, dont la sensibilisation pour toute la société et le personnel chargé de l'enfance pour un dépistage précoce du trouble de l'autisme et la formation des spécialistes en matière de diagnostic, l'évaluation et la prise en charge, ainsi que l'organisation de caravanes de prise en charge des enfants autistes



dans les zones d'ombre et l'encouragement de la recherche scientifique en la matière également.

Dans son intervention, Kheiredine Rezaikia, représentant du ministre de la Jeunesse et des Sports, a mis en avant les efforts de l'État pour la prise en charge

de la catégorie des jeunes et des enfants et mis en exergue également la politique de l'État depuis l'indépendance et son ralliement au groupe international validant la loi des droits de l'enfant en 1989 pour poursuivre la promotion des droits de l'enfant et des jeunes en

mobilisant un tissu institutionnel national en plus des établissements des secteurs de la santé et de l'éducation nationale.

Estimant que l'Algérie était pionnière dans le domaine de la vaccination des enfants, M. Rezaikia a indiqué que le ministère de la Jeunesse et des Sports a adopté une approche d'ouverture vis à vis des différentes organisations de la société civile s'occupant des affaires de l'enfant notamment le volet sanitaire.

Les travaux du séminaire se poursuivront par la présentation d'interventions et l'organisation d'ateliers pratiques sur la prise en charge et l'intégration des enfants autistes et autres sur le dépistage précoce, le diagnostic et l'évaluation, ainsi qu'un atelier pour les parents intitulé "comment se comporter avec les enfants dans la vie quotidienne".

APS

TENTATIVE D'ÉMIGRATION CLANDESTINE À CHLEF

La GN empêche 17 personnes de prendre le large

Une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes à partir des côtes de la commune de Dahra (Nord-ouest de Chlef) a été mise en échec par des éléments de la Gendarmerie nationale, a annoncé, avant-hier, ce corps sécuritaire. Les compagnies de Gendarmerie nationale de Ténès et Aïn Merane ont réussi à déjouer une tentative d'émigration clandestine de 17 personnes, issues des wilayas de l'est et de l'ouest du pays, à partir de la plage Tamist de la commune de Dahra, a indiqué un communiqué de la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Cette opération s'est également soldée

par la saisie d'une embarcation pneumatique équipée d'un moteur de 40 chevaux, de 200 litres de carburant et d'un véhicule touristique, interceptés au niveau d'un des points de contrôle mis en place sur la RN 11, mitoyenne à la plage de Tamsit, a ajouté la même source.

Les mis en cause dans cette affaire seront déférés devant les autorités judiciaires compétentes, dès l'achèvement des procédures judiciaires nécessaires, a précisé le même communiqué.

Toujours au titre des efforts de lutte contre les tentatives d'émigration clandestine, le même document a signalé l'activation, par

le groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'un plan spécial, portant surveillance de la bande littorale de la wilaya, en coordination avec le groupement territorial des garde-côtes de Chlef, du secteur opérationnel du Ténès et des éléments de la sûreté nationale. Un hélicoptère de l'escadron aérien de la gendarmerie nationale de Blida a été, en outre, mobilisé, au titre de ce plan, en vue d'assurer une meilleure couverture aérienne du territoire de la région et d'orienter les unités opérationnelles sur le terrain, pour le ratissage des plages rocheuses et des lieux boisés mitoyens aux plages.

A. D.

LE BEM DÉMARRE DANS DE BONNES CONDITIONS DANS LE SUD DU PAYS

Plus de 50.000 candidats passent l'épreuve

Les épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) session juin 2022, ont débuté hier dans de bonnes conditions à travers plusieurs wilayas du Sud du pays, ont constaté des journalistes de l'APS. Plus de 50.000 candidats scolarisés et libres, des personnes aux besoins spécifiques et détenus d'établissements

pénitentiaires passeront ainsi ces épreuves à travers les wilayas d'Ouargla, Djanet, Tindouf, El Oued, El Ménia, Tamanrasset, Bechar, Illizi et Ghardaïa, avec le respect du protocole sanitaire anti-covid, selon les directions de l'Éducation. D'importants moyens humains et logistiques ont été mobilisés par le

secteur de l'Éducation, dans le but de garantir le bon déroulement de ces épreuves, encadré par des agents administratifs et enseignants du secteur, avec le concours des services de sûreté des wilayas, de la Protection civile et de la Santé, tout en assurant l'équipement

nécessaire, les climatiseurs dans les salles, notamment. Il s'agit également de la mise en place d'un plan pour assurer le transport collectif des candidats vers les différents centres d'examen, notamment dans les zones d'ombre.

A titre d'exemple, la wilaya d'Ouargla compte 8.842 candidats, dont 187 candidats libres répartis sur 35 centres d'examen, selon les statistiques de la direction de l'Éducation. Le coup d'envoi de ces épreuves a été donné par les autorités de wilaya à partir du Collège "chahid Chatti El Ouakel". Dans la wilaya d'El Ménia, pas moins de 1.798 candidats, dont 195 détenus sont concernés par les épreuves du BEM, a indiqué le directeur du secteur, Khoudir Ouled Kouider, en marge de lancement de l'examen dans cette nouvelle wilaya.

R. R.

LIGNE FERROVIAIRE KHENCHELA-AIN EL BEIDA

Un projet de deux marchés de gré à gré simple approuvé

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a approuvé un projet de deux marchés, de gré à gré simple, pour la

réalisation des travaux de la ligne ferroviaire Khenchela-Aïn El Beïda (wilaya d'Oum El Bouaghi), selon un communiqué du Conseil. "Le Conseil des ministres a approuvé un projet de deux

marchés, de gré à gré simple, entre l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et deux groupements d'entreprises

publiques nationales, pour la réalisation des travaux de la ligne ferroviaire Khenchela-Aïn El Beïda (wilaya d'Oum El Bouaghi)", a précisé le communiqué.

A. D.

L'EAU EN AFRIQUE, UNE QUESTION QUI FAIT PASSER L'ALGÉRIE, L'AVEC

Bien que l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires se soit amélioré dans les pays d'Afrique subsaharienne présentant les meilleurs taux de couverture en eau, une personne sur quatre ne dispose toujours pas d'assainissement adéquat.

Le nombre de personnes vivant en Afrique subsaharienne a presque doublé au cours des 25 dernières années, mais l'accès à l'assainissement et à l'eau s'est à peine amélioré, selon l'ONU, laissant des millions de personnes en souffrance.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, célébrée le 22 mars de chaque année, des scientifiques de l'Institut universitaire des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), ont évalué les progrès réalisés par les nations africaines ces dernières années. Selon cette étude, seules 29 régions ont effectivement amélioré leur situation, tandis que 25 n'ont enregistré aucun progrès.

Les statistiques fournies par les Nations unies révèlent que, malgré les objectifs de développement durable fixés au niveau mondial, environ un quart des personnes qui ne peuvent bénéficier de conditions sanitaires satisfaisantes vivent en Afrique subsaharienne, où la consommation d'eau contaminée et le manque d'assainissement entraînent une vulnérabilité accrue aux maladies liées à l'eau, notamment la diarrhée, le choléra, la dysenterie et la typhoïde.

UNE POPULATION VULNÉRABLE

Selon les Nations unies, 115 personnes en Afrique meurent chaque heure de maladies liées à une mauvaise hygiène, à un mauvais assainissement et à une eau contaminée. Les maladies diarrhéiques, principalement causées par une eau insalubre et une mauvaise hygiène, tuent plus d'enfants de moins de cinq ans que le paludisme, le sida et la rougeole réunis.

Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement entraîne également la pauvreté et la malnutrition, de même qu'une

baisse de la fréquentation scolaire. En Afrique, notamment en Afrique subsaharienne, plus d'un quart de la population met plus d'une demi-heure par trajet pour aller chercher de l'eau, une corvée qui incombe généralement aux femmes, et cette charge peut également empêcher les filles d'aller à l'école.

"Les femmes et les filles passent plus de 200 millions d'heures par jour, à chercher de l'eau", avait ainsi fait remarquer le président sénégalais, Macky Sall, lors de son discours d'ouverture du neuvième Forum mondial de l'eau (FME), tenu à Diamniadio, au Sénégal, du 22 au 27 mars 2022.

Bien que l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires se soit amélioré, un nombre considérable d'Africains n'ont pas accès à ces prestations de première nécessité. Dans les pays d'Afrique subsaharienne présentant les meilleurs taux de couverture en eau, une personne sur quatre ne dispose toujours pas d'un assainissement adéquat, les habitants des zones rurales étant souvent moins bien lotis que ceux des zones urbaines.

Le changement climatique, qui rend la disponibilité de l'eau moins prévisible, accélère les crises alimentaires et sanitaires, aggrave la pauvreté et réduit les revenus de populations entières. Près de 300 millions d'habitants d'Afrique subsaharienne vivent dans des zones où les précipitations sont faibles ou inexistantes.

Les deux tiers de l'Afrique subsaharienne dépendant principalement ou totalement de l'eau de surface, celle des rivières, des lacs ou des zones humides, des eaux souvent très polluées qui ne sont pas considérées comme une source d'eau potable fiable et sûre, de nouvelles options pourraient s'offrir au continent africain.

La Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, affirmait à l'occasion de la publication du dernier Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau : "Un nombre croissant de ressources en eau sont polluées, surexploitées et asséchées par l'être humain, avec parfois des conséquences irréversibles. Il est essentiel d'utiliser plus intelligemment le potentiel des ressources en eaux souterraines, encore peu exploitées. Elles doivent être protégées de la pollution et de la surexploitation pour répondre aux besoins fondamentaux d'une population mondiale en constante expansion et pour faire face aux crises climatique et énergétique mondiales".

UNE RICHESSE INEXPLOITÉE

Il ressort du rapport mondial annuel des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau de cette année, que seuls 3 % des terres agricoles d'Afrique subsaharienne sont dotées d'un système d'irrigation et que seuls 5 % de ces terres utilisent des eaux souterraines, alors que celles-ci sont souvent abondantes dans la région.

La plupart des activités agricoles en Afrique ont longtemps été liées aux caprices de la météo. Cette dépendance est due en partie à l'idée que le continent, aride et désertique, dispose de ressources limitées en eau. Or, une nouvelle étude, menée sur plusieurs années, révèle une réalité toute différente.

Selon cette étude du British Geological Survey (BGS), les réserves d'eau souterraine de la plupart des pays africains leur permettraient de survivre à au moins cinq années de sécheresse, voire plus de 50 ans pour certains.

L'étude, intitulée Les nappes phréatiques :

un rempart négligé contre le changement climatique (Groundwater : the world's neglected defence against climate change), a révélé que chaque pays d'Afrique subsaharienne pourrait satisfaire à une consommation de 130 litres d'eau potable par jour et par habitant en puisant dans les nappes phréatiques sans utiliser plus d'un quart de ce qui peut être renouvelé, voire seulement 10 % pour certains.

À l'aide d'un système d'information permettant de regrouper les données et d'effectuer des analyses géographiques, les auteurs ont actualisé les données de leur étude entamée en 2012, en intégrant les facteurs qui influent sur la réalimentation des nappes phréatiques, notamment le climat, la quantité de précipitations, le nombre de jours humides par an, la végétation et le type de sol.

Ainsi, en 2021, ils ont publié le corollaire de leur étude, à savoir une "Cartographie de la recharge des eaux souterraines en Afrique".

Selon Seifu Kebede Gurmessa, de l'université de KwaZulu-Natal en Afrique du Sud, co-auteur de l'étude, "si toutes les précipitations s'arrêtaient aujourd'hui et pour les 100 prochaines années en Afrique, il y aurait toujours beaucoup d'eau stockée sous la surface du continent, elle ne serait simplement pas répartie de manière uniforme".

La répartition de ces nappes d'eau souterraine n'est pas uniforme sur l'ensemble du territoire, révèle l'étude du British Geological Survey. Les plus grandes réserves se trouvent dans les pays d'Afrique du Nord et du Sahel. Dans des pays comme l'Algérie, la Libye, l'Égypte, le Niger, le Tchad et l'ouest du Soudan, on trouve un bassin de 75 mètres de profondeur. Cet énorme aquifère, caché sous le sable du désert du Sahara, n'est cependant pas alimenté par les précipitations. Il est apparu il y a environ 5 000 ans, lorsque le climat africain était plus humide.

Un deuxième grand bassin apparaît entre la République démocratique du Congo et la République centrafricaine, tandis qu'un troisième se trouve au sud, entre la Namibie, le Botswana, l'Angola et la Zambie.

Pour Yvan Altchenko, enseignant chercheur à l'institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement de Montpellier, le problème de la sous-exploitation des eaux souterraines en Afrique est largement dû aux coûts souvent prohibitifs de leur extraction, ainsi qu'à "l'instabilité politique, sociale et environnementale", de même que "la mauvaise gestion des projets existants", qui ont conduit au "désintérêt des investisseurs pour le continent".

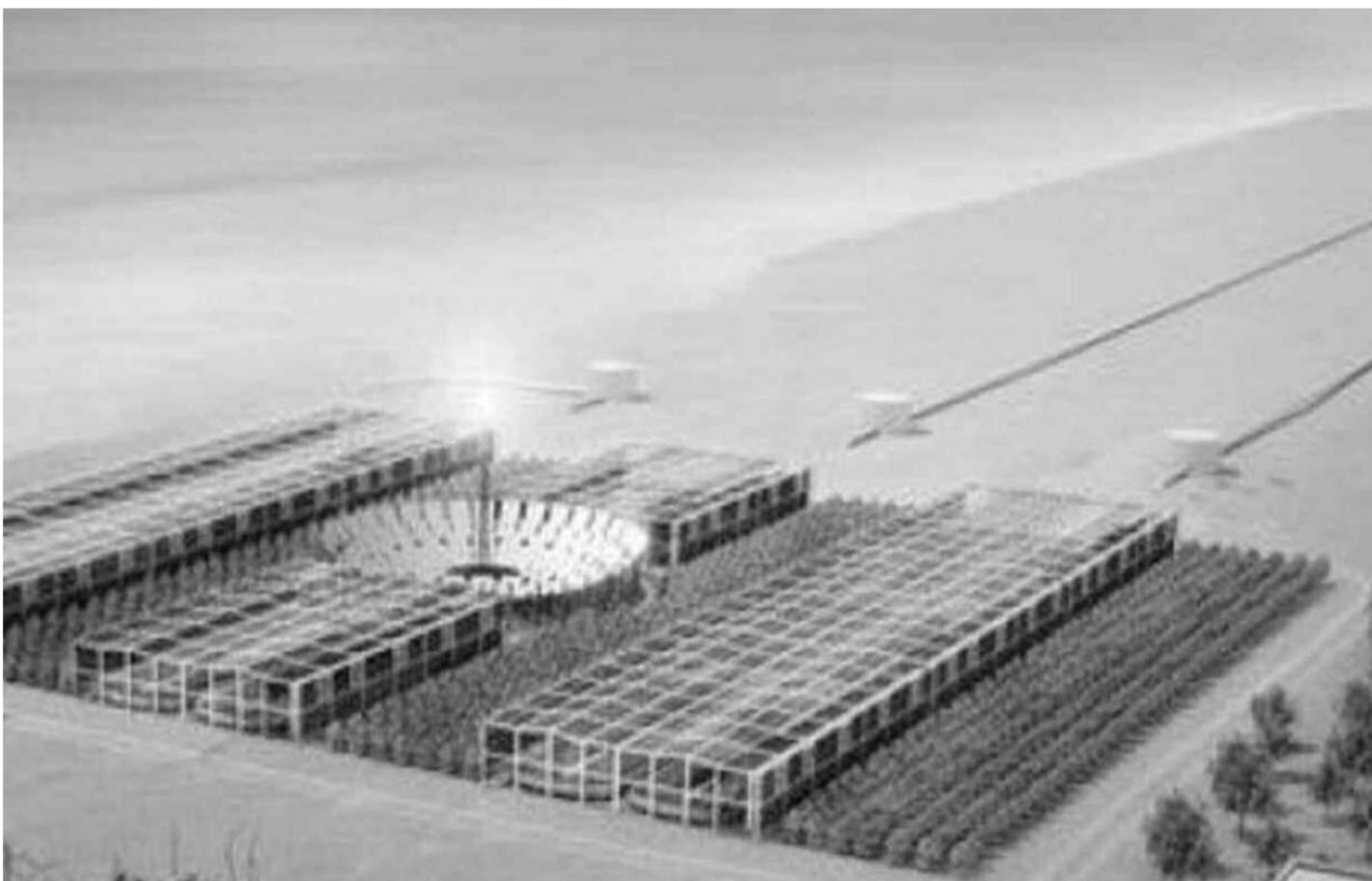
UNE MANNE CONVOITÉE

Si certains investisseurs étrangers ne voient pas d'intérêt dans une coopération gagnant-gagnant avec les pays africains, d'autres, n'étant pas toujours mus par des intentions bienveillantes, ne manquent pas d'exposer les pays africains à un autre type de défis.

Ainsi, le groupe de réflexion californien Oakland Institute a publié une étude montrant que des grandes entreprises agricoles mondiales montrent, depuis quelques années, un regain d'intérêt pour les opportunités qu'offre le continent.

"Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, l'Afrique est la première destination des investisseurs internationaux pour les grands projets agricoles", révèle l'étude de l'Oakland Institute. Et d'ajouter : "Les gouvernements justifient l'offre des terres et de l'eau aux investisseurs par les besoins de développement et de sécurité alimentaire".

L'étude, intitulée "Assèchement des terres africaines : Le développement de l'agriculture à grande échelle menace l'accès à l'eau



SER DES NUITS BLANCHES AUX RESPONSABLES

NIR AU SAHARA ?

en Afrique" (Drying Out African Lands : Expansion of Large-Scale Agriculture Threatens Access to Water in Africa), a été menée sur 15 cas de projets agricoles à grande échelle dans 11 pays africains, où de grandes entreprises ont obtenu des droits d'exploitation des terres et de l'eau. Dans de nombreux cas, loin de bénéficier des retombées du développement, les populations locales sont souvent désavantagées, estime l'Oakland Institute.

"Lorsque des infrastructures d'irrigation sont mises en place, elles profitent aux entreprises privées pour l'agriculture à grande échelle, souvent pour les cultures d'exportation, plutôt qu'aux agriculteurs et aux communautés locales", affirme l'étude. Et de mettre en garde : "Les personnes vivant dans des terres arides et semi-arides sont gravement touchées par les projets d'irrigation à grande échelle qui réduisent les pâturages disponibles et empêchent la culture de décrue, tandis que les barrières et les canalisations barrent les itinéraires habituels des populations et du bétail."

Ces projets entraînent souvent "la perte de cours d'eau et de marécages - détournés ou détruits pour établir des plantations", ajoute l'étude du groupe de réflexion californien, qui explique : "L'utilisation intensive de produits chimiques et de pesticides pollue les sources d'eau et entraîne la perte d'eau potable, de cultures, de poissons et de pâturages".

Selon cette étude, des institutions internationales influent sur les gouvernements africains pour qu'ils octroient de vastes étendues de terres aux investisseurs et un accès privilégié à l'eau pour établir des projets agricoles à grande échelle.

L'Oakland Institute affirme que, malgré l'impact dévastateur de ces projets sur les communautés locales, des pays africains font actuellement la promotion de dizaines de millions d'hectares de terres irrigables et de ressources en eau "sous-exploitées", via des agences de promotion des investissements mises en place par la Banque mondiale.

AU SAHARA, SOUS LES SABLES, UNE NAPPE D'EAU GRANDE COMME LA FRANCE

La nappe de l'Albien est la plus grande nappe d'eau souterraine au monde. Elle est



à cheval sur trois pays, l'Algérie, la Libye et la Tunisie. 70 % de la nappe se trouve en territoire algérien au sud-est du pays.

La nappe de l'Albien se trouve en grande partie dans le Sahara algérien, elle est composée en grande majorité d'eau saumâtre, donc impropre à la consommation humaine sans dessalement. Elle contient plus de 50 000 milliards de mètres cubes d'eau, l'équivalent de 50 000 fois le barrage de Beni Haroun qui se trouve à l'est du pays et qui alimente six wilayas limitrophes. Cette eau est le résultat de l'accumulation qui

s'est effectuée au cours des périodes humides qui se sont succédé depuis 1 million d'années.

La nappe s'étend dans une zone presque deux fois plus grande que la France, entre la Libye, la Tunisie et majoritairement l'Algérie. La répartition territoriale est estimée à pour l'Algérie : 70 %, pour la Libye : 20 % et enfin pour la Tunisie : 10 %.

En avril 2005, dans le cadre d'un projet de l'observatoire du Sahel et du Sahara (OSS), l'Algérie, la Tunisie et la Libye mettent en place un mécanisme de gestion concertée

de leurs ressources en eaux profondes dont la nappe fait partie. Un accord fut conclu entre les trois pays pour mettre en place une gestion équitable et raisonnable de cette nappe, dont le suivi est confié à l'observatoire du Sahel et du Sahara.

En réalité, le Sahara bénéficie d'importantes quantités d'eau stockées en profondeur et héritées de périodes anciennes. Une étude récente menée par l'Institut de recherche pour le développement et ses partenaires met en évidence que ces nappes ne sont pas totalement fossiles. Elles sont réalimentées chaque année.

Grâce à une méthode s'appuyant sur des données obtenues par satellite, les chercheurs ont estimé les variations du volume d'eau qui gît sous le désert du Sahara septentrional : la recharge actuelle se serait élevée en moyenne à 1,4 km³ par an, pour la période 2003-2010.

Cela représente 40 % des prélèvements anthropiques et naturels, notamment pour l'irrigation qui soutient l'économie oasienne. Ces apports ne compensent donc pas les prélèvements effectués, mais leur existence permet d'envisager une gestion durable de ces aquifères transfrontaliers, principales ressources en eau des régions semi-arides de l'Algérie et de la Tunisie.

Jusqu'à récemment, les nappes d'eau du système aquifère du Sahara septentrional étaient considérées comme fossiles, c'est-à-dire non renouvelables, à l'instar du charbon ou du pétrole.

Les précipitations dans la région semblaient trop faibles et l'évapotranspiration trop grande pour recharger les nappes profondes. Mais les chercheurs viennent de montrer qu'en réalité, les nappes du système aquifère du Sahara septentrional sont alimentées aujourd'hui encore. En effet, leur recharge existe et a pu être quantifiée, comme le révèle une étude publiée dans les *Geophysical Research Letters*.

I.M./synthèses d'agences



MALI, BURKINA FASO ET GUINÉE

La Cédéao reporte la décision sur les sanctions contre les putschistes d'Afrique de l'Ouest

Les dirigeants de la Cédéao réunis à Accra en sommet extraordinaire se sont séparés samedi sans s'entendre sur les sanctions à l'encontre des juntes au pouvoir au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, et se retrouveront le 3 juillet dans la capitale ghanéenne.

Après un sixième sommet samedi, un septième est déjà annoncé dans un mois. Les dirigeants ouest-africains ne sont finalement pas parvenus à s'entendre samedi 4 juin à Accra au terme d'un nouveau sommet extraordinaire organisé dans le but de décider d'atténuer ou de durcir les sanctions contre le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, où les juntes arrivées au pouvoir par la force n'entendent pas le quitter de sitôt. La décision est reportée à un sommet ultérieur, prévu le 3 juillet.

Les décisions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) "sont reportées à un sommet ici à Accra le 3 juillet", a dit à un correspondant de l'AFP un responsable de la présidence ghanéenne sous le couvert de l'anonymat. Un participant au sommet a expliqué, également sous le couvert de l'anonymat, que les chefs d'État n'avaient pas réussi à s'entendre, "surtout sur le Mali".

Les dirigeants devaient notamment dire s'ils maintenaient, allégeaient voire levaient les sévères mesures de rétorsion infligées au Mali le 9 janvier pour stopper le projet des militaires de gouverner cinq années de plus.

Le Burkina, autre pays sahélien pris dans la tourmente jihadiste, et la Guinée ne sont pour l'heure que suspendus des organes de la Cédéao. Mais les juntes au pouvoir entendent y rester trois ans et exposent leur pays aux foudres de la Cédéao.

L'Afrique de l'Ouest a vu se succéder les coups de force des colonels et lieutenants-colonels en moins de deux ans : putsch le 18 août 2020 à Bamako - nouveau fait accompli parachevant le premier le 24 mai 2021 -, putsch le 5 septembre 2021 à Conakry, putsch le 24 janvier 2022 à Ouagadougou. Résistance des nouveaux hommes forts Depuis



2020, la Cédéao, alarmée du risque de contagion dans une région vulnérable, multiplie les sommets, les médiations et les pressions pour abrégier les périodes dites de transition avant un retour des civils à la direction de leur pays.

Elle se heurte aux résistances des nouveaux hommes forts, qu'il s'agisse du colonel Assimi Goïta au Mali, du colonel Mamady Doumbouya en Guinée ou du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, qui se sont tous fait investir présidents entre-temps.

Les nouveaux gouvernants en uniforme invoquent, pour rester au pouvoir, la gravité des crises auxquels ils sont confrontés, sécuritaire au Mali et au Burkina,

sociale et politique dans les trois pays. Ils veulent avoir le temps nécessaire pour ce qu'ils présentent comme leur entreprise de "refondation" de leur État, et pour l'organisation d'élections crédibles.

Face à la Cédéao, ils se drapent dans la prééminence de la souveraineté nationale sur les règles de gouvernance ouest-africaines.

ESPACE POUR UN COMPROMIS AVEC BAMAKO

Au Mali, launte s'est déditée de son engagement initial, pris sous la pression de la Cédéao, à céder la place au bout de 18 mois après des élections promises en février 2022. Quand elle est allée jusqu'à envisager cinq années supplémentaires, la Cédéao a sévi

vigoureusement le 9 janvier, fermant les frontières et suspendant les échanges commerciaux et financiers, hors produits de première nécessité. Un rapport de l'ONU publié la semaine écoulée indique que, dans un contexte de crise déjà aiguë, les sanctions ouest-africaines ont "sévèrement affecté" certains secteurs et "empiré les conditions de vie, en particulier celles des pauvres". Passé les protestations, les autorités ont ramené leurs prétentions à 24 mois. Jusqu'alors, la Cédéao a consenti au maximum à un délai de 16 mois et indiqué que les sanctions ne seraient levées progressivement que quand le Mali présenterait un calendrier acceptable.

Différents protagonistes ont sou-

ligné qu'il y avait l'espace pour un compromis. "En prenant surtout en considération les souffrances du peuple malien, nous pouvons nous mettre d'accord sur une échéance qui serait comprise entre seize et vingt-quatre mois", a dit dernièrement dans le magazine Jeune Afrique le chef de l'État sénégalais, président en exercice de l'Union africaine.

UN DÉLAI "IMPENSABLE" EN GUINÉE

En revanche, "pour la Guinée, la Cédéao va devoir prendre des mesures", a-t-il dit. Il a qualifié d'"impensable" le délai de 39 mois, depuis ramené à 36, que s'impartit le colonel Doumbouya. Lors d'un précédent sommet le 25 mars, la Cédéao avait donné à launte jusqu'au 25 avril pour présenter un échéancier "acceptable". À défaut, "des sanctions économiques et financières entreraient immédiatement en vigueur", avait-elle prévenu.

La Cédéao a déjà annoncé le gel des avoirs financiers des membres de launte et de leurs familles. Ils ont l'interdiction de voyager au sein de la Cédéao.

UN BURKINA "RAISONNABLE" ?

Le Burkina, lui, "semble plus raisonnable" au président de l'Union africaine. Le sommet de mars avait fixé au Burkina le même ultimatum qu'à la Guinée. Mais à la demande de launte, la Cédéao a dépêché fin mai une mission de trois jours pour évaluer la situation au Burkina, où les attaques jihadistes sanglantes se succèdent. Le rapport de la mission, soumis samedi au sommet d'Accra, constate que "la situation humanitaire et sécuritaire reste difficile" et "il faut évidemment prendre la mesure de cette situation", a déclaré le président de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou.

I. M.

DBEIBEH :

« Notre seule option est la tenue d'élections en Libye »

Lors de la rencontre du chef du gouvernement d'union nationale libyen avec l'ambassadrice de France en Libye, Béatrice le Fraper du Hellen, dans la capitale, Tripoli

Le chef du gouvernement d'union nationale libyen, Abdelhamid Dbeibeh, a déclaré, dimanche, que la "seule option" pour son gouvernement est la tenue d'élections.

C'est ce qui ressort de sa rencontre, dans la capitale, Tripoli, avec l'ambassadrice de France en Libye, Béatrice le Fraper du Hellen, selon un communiqué du gouvernement libyen.

Le communiqué précise que la rencontre entre les deux parties a été consacrée à "l'examen de la situation politique et économique en Libye."

Abdelhamid Dbeibeh a déclaré lors de la rencontre, que "la seule option pour le gouvernement d'union nationale est l'organisation d'élections", soulignant que son gouvernement "met tout en œuvre pour y parvenir", selon la même source.

La Libye est actuellement en proie à une crise politique, après que la Chambre des représentants a désigné Fathi Bashagha comme chef d'un nouveau gouvernement, en remplacement du gouvernement d'Abdelhamid Dbeibeh, lequel refuse de céder le pouvoir sauf à un gouvernement issu des élections législatives.

Le 25 mai, Dbeibeh a suggéré que les

élections soient organisées à la fin de l'année 2022, précisant que son gouvernement "ne restera pas une seule minute après les élections législatives et la formation d'un nouveau gouvernement."

En raison des divergences entre les institutions officielles libyennes, notamment sur la loi électorale, les élections présidentielles prévues le 24 décembre 2021, dans le cadre d'un plan parrainé par les

Nations unies, n'ont pas pu être organisées.

Parallèlement aux positions de Bashagha et de Dbeibeh concernant la tenue des élections, les Nations unies s'efforcent de parvenir à un consensus libyen sur une base constitutionnelle qui ouvre la voie à la tenue d'élections "dans les meilleurs délais."

I. M.

ARMÉE SAHRAOUIE

Nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaines

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené dimanche de nouvelles attaques contre les retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbes, a indiqué le ministère sahraoui de la Défense

dans son communiqué N 551. Selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "des unités de l'APLS ont ciblé les retranchements des soldats de l'occupant marocain dans les régions d'El Arya, Akad Arkane et Tnouched,

et le siège du 65^{em} commandement de l'occupant marocain dans la région de l'Akad dans le secteur de Mahbes".

Samedi, "des unités avancées de l'armée sahraouie avaient concentré leurs attaques contre les retranchements des soldats de l'occupation dans les secteurs d'El Bakari, Hawza et Mahbes et dans les régions d'Oum Dakn, Arbib El-Gaa, Ros Laktitira, Terkanet, Fedret Ettemam, Fedret El Ach, Fedret EL Gherab, Dirt, Ros Essebti et Chetimia, précise le document. Aps

LIGUE 1

Le MC Oran réalise son 13^e match sans défaite

Le MC Oran, vainqueur du WA Tlemcen (5-0), avant-hier soir, en clôture de la 33^e et avant-dernière journée de la Ligue 1 de football, a réussi à améliorer le record d'invincibilité qu'il a réalisé cette saison en enchaînant son 13^e match sans défaite.

Une performance de taille qui illumine l'exercice sombre que les "Hamraoua" ont vécu, vu qu'ils ont attendu jusqu'à la précédente journée pour assurer leur maintien parmi l'élite en battant à domicile la JS Saoura. Pourtant, au regard de leur parcours au cours de la phase aller, pendant laquelle deux entraîneurs se sont succédés à la barre technique Ait Djoudi et Bouakaz, les Oranais étaient nombreux dans l'entourage du club à croiser les doigts de peur de voir leur équipe reléguée en Ligue deux pour la deuxième fois de son histoire (sa première et unique relégation remonte à 2008).

Mais le changement opéré sur le staff technique durant la trêve hivernale s'est avéré payant. L'arrivée d'Abdelkader Amrani a été salutaire, puisque sous sa houlette, les Rouge et Blanc ont réussi un parcours très honorable parvenant même à réaliser un record que même le cham-



pion d'Algérie pour la troisième saison d'affilée, le CR Belouizdad, n'a pas enregistré. Le club de "Laarquiba" s'est contenté d'une série de 9 matchs

sans défaite. En effet, en seize rencontres dirigées, jusque-là, par Amrani, les gars d'El-Bahia ont signé six victoires, contre neuf nuls et une seule défaite

qu'ils auraient pu éviter étant donné qu'elle a été concédée à domicile contre l'O Médéa, quatrième club relégué en Ligue 2.

K.S.

LIGUE 1

La JS Kabylie s'incline face au CS Constantine et relance le combat pour la 2^e place

Le stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou a abrité avant-hier soir la 33^e et avant dernière journée du championnat qui a opposé le JS Kabylie face au CS Constantine. Les canaries qui restaient sur 4 victoires consécutives se sont présentés devant leurs supporters avec l'unique objectif de gagner et conforter leur 2^e place qualificative à ligue des champions africaine. Comme prévu, les Kabyles ont bien débuté la rencontre avec 2 occasions nettes pour ouvrir le score mais rien ne compte face à la détermi-

nation des jeunes du CSC, après le premier quart d'heure les constantinois ont réussis à sortir de leur camp et aller mettre le danger aux cages des kabyles qui ont encaissé un premier but face à el Ardji à la 24^e minute de jeu, après 15 minutes les kabyles ont réussis à obtenir un penalty manqué malheureusement par Nassredine Harrag. Après la pause les lions de Djurdjura sont revenus avec plus de volonté ils ont bénéficié d'un coup franc dangereux sur la ligne de la surface de réparation constantinoise que

Mouakin'a pas manqué en signant légalisation à la 48^e minute de jeu. Après beaucoup de but raté notamment de Harrag et Nezla les joueurs de CSC ont surpris tout le monde en parvenant à reprendre l'avantage par Dib sur penalty à la 78^e quelques minutes plus tard le CSC a tué le match par un but assassin signé Abu el Djadri à la 84^e minute un but qui prolongera le rêve des kabyles à se qualifier à la ligue des champions africaine à la prochaine et la dernière journée.

K.S.

CHAN TOTALENERGIES - ALGÉRIE 2022

Sous le regard de Belmadi

Après une première partie de stage effectuée à Mostaganem, la sélection nationale A' a rejoint, samedi 4 juin 2022, le Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa pour poursuivre sa préparation en prévision du tournoi des Quatre Nations prévu à partir d'hier, jusqu'au 13 de ce mois, annonce la Fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué, publié hier sur son site. Avant-hier, les hommes de Madjid BOUGHERRA ont

effectué leur dernière séance avant d'affronter ce soir la sélection du Niger au stade du 5-Juillet-1962, alors qu'auparavant, le stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida accueillera la rencontre Sénégal - RD Congo à partir de 18h00. Pour la séance d'hier, qui s'est déroulée sur le terrain T3 du CTN, le staff technique a récupéré cinq joueurs, en l'occurrence Merouane ZERROUKI (Paradou AC), Zineddine BELAID (USM Alger), Billel BENHAM-

MOUDA (USM Alger), Ahmed KENDOUCCI (ES Sétif) et Akram DJAHNIT (ES Sétif). Lors de cette séance, BOUGHERRA et son équipe ont mis le paquet sur la mise en place tactique afin de peaufiner les automatismes et élever le rythme de jeu. A souligner que le sélectionneur national Djamel BELMADI est venu, une fois sa séance terminée avec les coéquipiers de BENACER, suivre une partie de l'entraînement des A'. **Aymen D.**

CIES

MBAPPÉ DE NOUVEAU LE FOOTBALLEUR LE PLUS CHER DU MONDE

L'Observatoire du football (CIES) a publié dans sa lettre hebdomadaire le top 100 des joueurs de foot les plus chers de la planète. Grâce à sa prolongation avec le PSG, Kylian Mbappé reprend la première place. Sa prolongation de contrat au PSG a de nouveau boosté sa valeur marchande. Kylian Mbappé est redevenu le footballeur présentant la plus haute valeur marchande.

Le génie français vaut désormais 206 millions d'euros selon L'Observatoire du football CIES.

Il devance assez nettement l'attaquant du Real Madrid Vinicius Junior (185 millions d'euros), et la nouvelle recrue de Manchester City, le Norvégien Erling Haaland (153 millions d'euros).

Des prix faramineux qui sont néanmoins en baisse si l'on compare avec le transfert record de Neymar au PSG en 2017 (222 millions d'euros). C'est à ce jour la plus grosse transaction de l'histoire pour un joueur de football.

R.S.

ARGENTINE

UN MESSI RETROUVÉ EMPILE LES BUTS COMME JAMAIS

Au sortir d'une première saison décevante avec le PSG, le septuple Ballon d'Or revêt sous les couleurs de l'Albiceleste.

Il a réussi un quintuplé face à l'Estonie avant-hier.

Lionel Messi, intenable, a marqué cinq buts permettant à l'Argentine de battre l'Estonie lors d'un match amical, dimanche à Pampelune, en Espagne. Messi a ouvert le score dès la huitième minute avec un penalty puis a marqué quatre buts en trente minutes (45^e, 47^e, 71^e, 76^e).

«La Pulga» devient le troisième joueur de sa sélection à inscrire un quintuplé, avec Juan Andrés Marvezzy (face à l'Équateur en 1941) et Manuel Moreno (face à l'Équateur en 1942).

L'attaquant du Paris Saint-Germain est aussi le joueur qui détient le record du nombre de buts dans l'histoire de l'Argentine avec 86 réalisations au total.

L'équipe de Lionel Scaloni est invaincue depuis 33 matches. La dernière défaite argentine était en juillet 2019, face au Brésil, qui a gagné (2-0) en demi-finale de la Copa America.

LIGUE 1

L'ASO CHLEF ET LE MC ALGER FONT MATCH NUL

L'ASO Chlef et le MC Alger se sont séparés sur un score nul (1-1), mi-temps (0-1) en match comptant pour la 33^e journée du championnat de Ligue 1 algérienne de football joué dimanche à Chlef.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Abdelhafid (43^e) pour le MCA et Fettouhi (90^e+4) pour l'ASO.

Après ce nul, les deux équipes rejoignent le Paradou AC à la 5^e place avec 50 points pour chaque équipe.

«TOP GUN : MAVERICK»

LE RETOUR DE TOM CRUISE CONTINUE SON CARTON AU BOX-OFFICE NORD-AMÉRICAIN



Carton plein pour le nouveau film du réalisateur Joseph Kosinski, Top Gun : Maverick. Sorti le 25 mai 2022 et très attendu dans la majorité des cinémas, ce nouvel opus de la sage porté par le grand Tom Cruise s'est hissé en tête du box-office nord-américain en seulement quelques jours. L'acteur de 59 ans y incarne toujours un pilote d'essai de la marine, Pete "Maverick" Mitchell, aujourd'hui capitaine et va devoir faire face à ses pires cauchemars dans une mission qu'il n'aurait jamais imaginée auparavant.

En seulement deux week-ends, le film est déjà au plus haut de sa forme. Selon les estimations d'Exhibitor Relations, le film aurait engrangé 86 millions de dollars, exclusivement dans les cinémas nord-américains (États-Unis et Canada). Malgré une sortie 36 ans après le premier opus, Top Gun : Maverick s'est hissé parmi le top 10 des meilleures recettes pour un deuxième week-end aux États-Unis et au Canada, révèle Variety. La semaine dernière, le film avait déjà récolté 151 millions de dollars.

DEVANT LE "DOCTOR STRANGE" DES STUDIOS MARVEL

Le film d'action dépasse largement Doctor Strange in the Multiverse of Madness, la dernière production des studios Marvel quant à elle à la deuxième place, avec 9,2 millions de dollars pour une période allant de vendredi à dimanche. À l'échelle mondiale cependant, le film a dépassé les 750 millions depuis sa sortie, le 4 mai 2022. En troisième position, avec 4,5 millions de dollars, on retrouve le film d'animation Bob's Burgers : le film, basé sur la série télévisée américaine du même nom. En quatrième position, avec 3,3 millions de dollars, Les Bad Guys. Enfin, Downton Abbey 2 : Une nouvelle ère ferme la marche à la cinquième place du classement, avec 3 millions de dollars.

RC

LA KACHABIA ET LE BURNOUS DE MESSAAD À DJELFA

Un patrimoine et un savoir-faire à préserver

L'association « Tamkeen », partenaire du Programme CapDeL mis en œuvre par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du territoire en partenariat avec le PNUD Algérie et l'Union européenne, a organisé les 30 et 31 mai dernier, dans la commune pilote de Messaad (W. Djelfa), une rencontre nationale sous le thème « La Kachabia et le Burnous de Messaad : identité du territoire - Protection et valorisation d'un savoir traditionnel pour un Développement Economique Local durable ».

L'association « Tamkeen », bénéficiaire d'un financement et appui du CapDeL pour mettre en œuvre un projet associatif autour de la filière du la Kachabia et du Burnous, a été retenue pour lancer une Initiative Stratégique de Développement Economique Local, susceptible de lancer et entretenir une dynamique de développement sur le territoire de Messaad, et qui s'articule sur le tissage traditionnel. Cette démarche a été enclenchée avec la participation d'un groupe d'acteurs locaux institutionnels, de la société civile et de la sphère économique, qui considèrent qu'elle présente un fort potentiel de développement sur le territoire et une opportunité d'intégration socioéconomique pour les femmes et les jeunes de la région de Messaad.

PARTAGES D'EXPERIENCES

Cet événement, qui est une opportunité pour le partage d'expériences, vise à mobiliser les acteurs du territoire qui activent dans la filière du tissage de la « Kachabia » et du « Burnous », afin de mieux sauvegarder les savoir-faire traditionnels ancestraux et contribuer ainsi à un Développement Economique Local inclusif et durable de la commune. En marge de la rencontre, un espace d'exposition de la Kachabia et du Burnous a été installé, en collaboration avec des associations et des porteurs de projets, afin de présenter des échantillons de ces manteaux traditionnels qui font encore la réputation des Ouled Nail, dont Messaad est la capitale, ainsi que les matières premières et les métiers à tisser utilisés dans sa production.



Parallèlement à cette exposition, des débats ont été organisés en séance plénière et en ateliers thématiques, animés essentiellement par des acteurs institutionnels (des secteurs de la Culture, du Tourisme, de l'Artisanat) à travers des communications sur le potentiel de la région de Messaad dans le domaine du tissage traditionnel, l'estampillage des tissages traditionnels, la labélisation du produit traditionnel, et l'inscription sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Les interventions ont été suivies de débats avec la participation des acteurs de la filière « Kachabia et Burnous » (arti-

sans et société civile), de recommandations pour le développement de la filière, et de propositions pour le développement de projets de labélisation, d'estampillage et d'inscription des savoir-faire sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Cette rencontre a été également l'occasion de porter un plaidoyer pour l'institutionnalisation de la « Journée nationale de la Kachabia » à Messaad.

INITIATIVE STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL (ISDEL)

Le Développement Econo-

mique Local (DEL) est l'une des quatre composantes du Programme CapDeL, mis en œuvre depuis janvier 2017 au niveau de huit (08) communes pilotes. Cette composante vise à mettre en place les conditions pour l'émergence d'une économie locale solidaire, diversifiée et créatrice d'emplois et de revenus durables, à travers notamment le renforcement de la planification stratégique du développement local et l'élaboration, selon une approche participative, inclusive et intégrée promue par le CapDeL, de Plans Communaux de Développement (PCD) « de nouvelle génération », qui investissent le potentiel endogène du territoire de la commune.

Lors de l'élaboration du diagnostic territorial participatif et ensuite du PCD « de nouvelle génération » de la commune pilote de Messaad, les acteurs locaux ont identifié la protection et la valorisation du patrimoine culturel de la région comme un domaine catalyseur du Développement Economique Local. Avec l'appui du CapDeL, ces acteurs locaux ont formulé une vision de développement de la filière « Kachabia et Burnous » ainsi qu'un portefeuille de projets, dont celui mis en œuvre par l'association locale « Tamkeen », est susceptible d'avoir un effet catalyseur sur l'ensemble de la filière. C'est ainsi qu'est née l'Initiative Stratégique de Développement Economique Local (ISDEL) promue aussi par le Programme CapDeL, dont la rencontre nationale de Messaad sur la Kachabia et le Burnous a été retenue comme une action structurante de développement de cette filière.

R. C.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE YASMINE HAMMAMET

Trois films algériens en lice

Trois films de cinéastes algériens sont programmés en compétition à la première édition du Festival international du film de Yasmine Hammamet, qui s'est ouverte samedi dans cette ville balnéaire de l'est de la Tunisie, indiquent les organisateurs. En lice dans la sélection internationale, le long métrage documentaire "Le marin des montagnes" du réalisateur Karim Ainouz concourt aux côtés de six œuvres de sa catégorie issues notamment d'Iran, de Chine et de Suède. Coproduction algéro-brésilienne sortie en 2021, "Le marin des montagnes" est un essai autobiographique. Après la mort de sa mère (Brésilienne), Karim Ainouz, entreprend un voyage en Algérie, pays natal de

son père, à la recherche de ses racines et l'héritage de la lutte contre la domination coloniale française. Dans la sélection internationale "fiction", le long métrage "Cigare au miel" de la réalisatrice Kamir Ainouz et le court métrage "La voix de ma mère" figurent également parmi les films en compétition. D'une durée de 100 mn, "Cigare au miel" relate le quotidien d'une famille algérienne, établie à Paris (France) après avoir quitté le pays en 1993. A travers la vie de Selma, une adolescente de 17 ans qui rencontre Julien, un garçon attachant et provocateur qui l'empêche de s'épanouir, cette fiction plusieurs fois primée, plonge dans la vie des immigrés,



confrontés à cohabiter dans une société qui a ses propres "codes" sociaux et religieux. Sorti en 2021, "La voix de ma

mère" de Mourad Hamla, met en scène l'histoire personnelle du cinéaste qui interroge par les images son passé, ressuscité à

travers des souvenirs de sa mère. Par ailleurs, les organisateurs prévoient la projection hors compétition d'une quinzaine de courts métrages dont "Bridge" du réalisateur algérien Boukef Mohamed-Tahar Chawki. Une soixantaine de films de 21 pays prennent part à la première édition du Festival international du film de Yasmine Hammamet qui se poursuit jusqu'au 11 juin. Ses organisateurs ambitionnent de "dynamiser la vie culturelle" locale à travers la diffusion de "films porteurs de cause humaine" parmi les plus distingués dans des manifestations cinématographiques d'envergure.

A. D.

« LA VACCINATION, UNE PROTECTION POUR TOUS »
Préservez votre vie et celle de votre famille.
Vous souvenez-vous de la vaccination obligatoire de votre enfant ?
Le Parquet requiert des peines entre 3 et 10 ans de prison ferme

L'EXPRESS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - MARDI 12 OCTOBRE 2021 - N° 108 - PRIX 20 DA - Directeur de la publication : ZAKIR MEHMOUD

ON NE PEUT PAS METTRE SUR UN MEME PIED D'EGALITE L'AGRESSEUR ET L'AGRESSE.
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
● L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères
● L'affaire des 7000 migrants algériens : Les chiffres de la France, un « grand mensonge »

LE PROCES REPEND : HOUDA FERAOUN RATTRAPÉE PAR LE PROJET DE 1 MILLION DE LIGNES FTTH
30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public

LE PREMIER MINISTRE EL NAECERABRAHMANE FICOU PRINCE LE PRESIDENT DE SERBIE
-L'Algérie n'a pas ménagé ses efforts pour renforcer le Mouvement des non-alignés-

LE CORONA VIRUS : 98 CAS ET 2 DECES
Sous la barre symbolique et rassurante des 100 contaminations

LE CHUTE DE FACEBOOK N'EST PLUS QU'UNE QUESTION DE TEMPS

LES ADEPTES DU DESORDRE TOUJOURS EN ACTION !

LA CHUTE DE FACEBOOK N'EST PLUS QU'UNE QUESTION DE TEMPS

LA PROBE SEAVIS 4 REVELE L'URGENCE DE RECONSTRUIRE INTERNET

LES NOUVELLES DESTINATIONS ET HUBS DU MEMBRE DE VOS RESEAUX SOCIAUX A L'INTERNET
Air Algérie reprend de l'altitude

NEVINE SAH BOUTFLIKA, MAGAL, THES LOON ET LES SACRES DU MINISTRE DE LA JUSTICE

LE PREMIER MINISTRE EL NAECERABRAHMANE FICOU PRINCE LE PRESIDENT DE SERBIE
-L'Algérie n'a pas ménagé ses efforts pour renforcer le Mouvement des non-alignés-

LE CORONA VIRUS : 98 CAS ET 2 DECES
Sous la barre symbolique et rassurante des 100 contaminations

LE CHUTE DE FACEBOOK N'EST PLUS QU'UNE QUESTION DE TEMPS

LES ADEPTES DU DESORDRE TOUJOURS EN ACTION !

LA CHUTE DE FACEBOOK N'EST PLUS QU'UNE QUESTION DE TEMPS

LA PROBE SEAVIS 4 REVELE L'URGENCE DE RECONSTRUIRE INTERNET

LES NOUVELLES DESTINATIONS ET HUBS DU MEMBRE DE VOS RESEAUX SOCIAUX A L'INTERNET
Air Algérie reprend de l'altitude

NEVINE SAH BOUTFLIKA, MAGAL, THES LOON ET LES SACRES DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESSDZ

L'EXPRESSDZ
Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook :

L'EXPRESS
L'express le quotidien
@Lexpressdztv - Journal

Accueil A propos Vidéos Photos Plus

À propos

Créer une publication

302 personnes aiment ça, dont 2 de vous

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE BEJAIA
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 24/2022

Un Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales Est Lancé Pour ETUDE, SUIVI ET AMENAGEMENT DE L'INFPEN (INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES PROFESSEURS DE L'EDUCATION NATIONALE) .

LOT 02: TRAVAUX D'AMENAGEMENTS EXTERIEURS ET DIVERS TRAVAUX DE REFECTION.

LOT 03: TRAVAUX DE REFECTION DE CHAUFFAGE.

L'appel d'offres s'adresse à toutes les entreprises intéressées et titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité.

LOT 02: TRAVAUX D'AMENAGEMENTS EXTERIEURS ET DIVERS TRAVAUX DE REFECTION.

Entreprises qualifiées en activité principale Travaux Bâtiment Catégorie Trois (III) et plus .

LOT 03: TRAVAUX DE REFECTION DE CHAUFFAGE.

Entreprises qualifiées en Travaux Bâtiment activité principale spécialisé en chauffage (code d'activité 333/3327-335/3522) Catégorie deux (II) et plus.

N.B : toute entreprise peut soumissionner pour un ou plusieurs lots et peut être retenue que pour un ou plusieurs lots a condition de disposer de moyens humains et matériels distinct pour chaque lot.

Les Entreprises intéressées, peuvent retirer le cahier des charges (Dossier de candidature +offre technique +offre financière) auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia. (Maitre de l'œuvre) Sis A la cite rabea bloc administratif 3ieme étage -w- Bejaia Téléphone fixe et faxe N° 034.12.97.63 et 034.12.97.36.

A. LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

A) LE DOSSIER DE CANDIDATURE contient :

- Déclaration de candidature - Une déclaration de probité.

Ainsi que les documents suivants :

1)-Capacités professionnelles :

-Statut pour les sociétés

-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise.

-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats ou des soumissionnaires, le cas échéant des sous-traitants.

2) Capacités financières :

-Moyens financiers justifiés par des bilans des trois années et les références bancaires.

3) Capacités techniques :

-Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité.

-Références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution avec les montants et procès verbal de réception provisoire des 10 dernières années y compris l'année en cours.

-Liste des Moyens matériel pour chaque lot (Mémoire technique justificatif accompagné des cartes grises et assurances pour le matériel roulant, rapport d'expertise établi par un expert automobile et risque industriel datant de moins de deux ans à la date d'ouverture des plis pour le reste du matériel) signé et cacheté.

-Liste des Moyens humains pour chaque lot (Mémoire technique justificatif avec diplômes et bordereau de déclaration auprès de la CNAS) signé et cacheté.

B- L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

-Déclaration à souscrire -Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, un mémoire technique Justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret 15/247 du 16/09/2015-Le cahier des Charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».

C. L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :

a)-La lettre de Soumission signée et datée.-b) Le cahier des prescriptions spéciales.-c) Clauses administratives-d) Clauses techniques générales -e) Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné - f) la décomposition du prix global et forfaitaire g)-le détail quantitatif et estimatif (DQE).

On attend du soumissionnaire qu'il examine toutes les instructions, modèles, conditions et spécifications contenus dans les documents du dossier de candidature.

Le soumissionnaire assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés, de présentation d'une offre non conforme, à tout égard, aux exigences des documents du dossier de candidature.

Les offres devront parvenir à Monsieur le Directeur des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia Bloc administratif 45 locaux Cité RABEA Bejaia, dans les quinze (15) jours à compter de la 1ere parution du présent avis dans la presse nationale sous double enveloppes fermées et anonymes portant la mention :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 24/2022 PORTANT : « ETUDE, SUIVI ET AMENAGEMENT DE L'INFPEN (INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES PROFESSEURS DE L'EDUCATION NATIONALE) » .

« AVEC INDICATION DU LOT CONCERNE »

Le dernier délai de dépôt des offres est fixé après 15 jours de la date de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux à 12 H00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 90 jours augmentée de 15 jours, délai de préparation des offres.

L'ouverture des plis technique et financière se fera dans les quinze (15) jours à compter de la 1ere parution du présent avis dans la presse nationale à 14 H00, en séance publique au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia.

CANADA

Trudeau participe à une marche contre l'islamophobie à London

La ville ontarienne de London a été le théâtre, en juin dernier, d'une attaque islamophobe lorsque l'assaillant, qui conduisait un camion, avait décimé une famille musulmane.

Par Lassaad Ben Ahmed

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a pris part, dimanche après-midi, à une marche contre l'islamophobie, dans la ville de London (centre), pour commémorer le premier anniversaire de l'attaque au camion-bélier, qui avait décimé une famille musulmane. La marche qui a démarré en face d'une école secondaire de la ville ontarienne, et à laquelle ont participé des centaines de personnes, s'est dirigée vers la mosquée de la ville. L'établissement éducatif est celui où l'adolescente Yumna, une des victimes de l'attentat, était inscrite.

Le 6 juin 2021, quatre membres de la famille Afzaal, d'origine pakistanaise, ont été tués quand ils ont été violemment heurtés

par un conducteur d'une camionnette, alors qu'ils se promenaient tranquillement. Il s'agit des deux parents, Madiha et Salman, âgés respectivement de 44 et de 46 ans, de leur fille, Yumna (15 ans) et de la grand-mère, Talat (74 ans). Le seul survivant de cette attaque est le fils âgé de neuf ans. L'auteur de l'attaque terroriste fait face, depuis, à quatre chefs d'accusation de meurtre au premier degré et d'un chef d'accusation de tentative de meurtre ainsi qu'à des accusations de terrorisme. Au cours de son déplacement, Justin Trudeau, s'est entretenu dans la bibliothèque de l'école secondaire, avec les jeunes qui ont contribué à l'organisation de la marche, pour les remercier pour «leur travail», ajoutant être «honoré de se joindre à la communauté



(musulmane) à cette occasion». Trudeau a souligné que son gouvernement libéral mène une lutte contre l'islamophobie et contre le racisme au Canada, admettant, toutefois, «qu'il reste beaucoup de travail à faire» en la matière. «Notre gouvernement

investit dans le lancement d'une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme et d'un plan d'action national pour combattre la haine. Nous lançons également un processus destiné à nommer le premier représentant spécial du Canada pour la lutte contre l'isla-

mophobie», a-t-il notamment déclaré. En plus de la marche qui a eu lieu à London, 11 marches et veillées sont prévues, (Kingston, Mississauga, Ottawa, Kitchener...) pour commémorer ce triste anniversaire.

A. A.

LÉGISLATIVES 2022

Un duel entre Nupes et les macronistes marque une campagne toujours atone

Dernière semaine de campagne en France avant le premier tour des élections législatives qui ont lieu dimanche 12 juin. Dans la dernière ligne droite, le ton monte entre le camp du président Emmanuel Macron - qui espère une majorité pour gouverner - et le camp de la Nupes, l'union de la gauche, emmenée par Jean-Luc Mélenchon - qui veut transformer le scrutin en troisième tour de la présidentielle.

À une semaine du vote, enfin un début de campagne électorale, avec une interview du président Emmanuel Macron à la presse régionale. École, santé, retraites, institutions : le chef de l'État y a détaillé les grandes lignes de son second mandat et entre dans l'arène politique pour porter le fer contre ses opposants. À peine dévoilée, son

idée de créer un Conseil national de la refondation, afin de lancer ses futures réformes, suscite les railleries de ses adversaires : «Le président ne sait plus quoi faire !», affirme en particulier Jean-Luc Mélenchon.

UNE COHABITATION ?

Le chef des Insoumis - qui rêve d'imposer une cohabitation à Emmanuel Macron - jette ses dernières forces dans la bataille et se multiplie sur le terrain pour soutenir les candidats de l'union de la gauche. La mission qu'il s'est donné est difficile : remobiliser son camp, déçu par sa troisième place à la présidentielle. La mobilisation générale est aussi le mot d'ordre du camp présidentiel, alors qu'un frisson parcourt ses rangs : et si ces législatives

n'étaient pas qu'une formalité ? Et si sa majorité à l'Assemblée était finalement plus serrée que prévu ? Les macronistes s'inquiètent, ce qui explique la virulence de leurs attaques de ce week-end contre Jean-Luc Mélenchon, accusé d'être «communautariste» et «autoritaire». Car «l'inquiétude est là» chez les macronistes, expliquait dimanche 5 juin au soir sur LCI le sondeur Frédéric Dabi, de l'Ifop. Cela car «il y a des hypothèses qui donneraient des majorités relatives» au camp d'Emmanuel Macron, en dessous de la majorité absolue des 289 sièges.

Elle devancerait la Nupes (LFI, EELV, PS, PC) autour de Jean-Luc Mélenchon qui pourrait atteindre entre 170 et 205 sièges, devant LR (35 à 55 députés) et le RN (20 à 50 sièges), selon l'Ifop. Mais

«le scénario d'une majorité absolue pour la Nupes est pour l'instant exclu», selon Frédéric Dabi.

VERS UNE ABSTENTION À 55 % ?

Mais, malgré les efforts des différents bords politiques, la campagne reste atone, et ce à un niveau «inédit», selon le politologue Eddy Vautrin-Dumaine. Le directeur des études à Kantar Public France juge que l'abstention pourrait dépasser le niveau de 2017, déjà «un record, avec un Français sur deux qui ne s'est pas déplacé».

L'abstention des jeunes et des classes populaires pourrait avantager la majorité actuelle, qui s'appuie sur un électeur plus âgé et plus aisé que celui du RN ou de la Nupes, estiment des spécialistes.

RFI

ROYAUME-UNI

Comment marche le vote de défiance, qui pourrait déloger Boris Johnson de Downing Street?

par Nina Guérineau de Lamérie

Les tables de pique-nique à peine débarrassées, après quatre jours de liesse pour célébrer les soixante-dix ans de règne de la reine Elizabeth II, le retour à la réalité est rude pour Boris Johnson. Le Premier ministre britannique fait face ce lundi à un vote de défiance de ses propres députés conservateurs. Au Royaume-Uni, pour se débarrasser d'un dirigeant devenu un peu trop encombrant, les députés ont deux solutions. En premier lieu, un vote de défiance peut être demandé par un élu du Parlement britannique. Ce genre de scrutin, pouvant être réclamé par tout parlementaire, est rarement privilégié ou soutenu par la majorité en place. Car si le vote récolte plus de

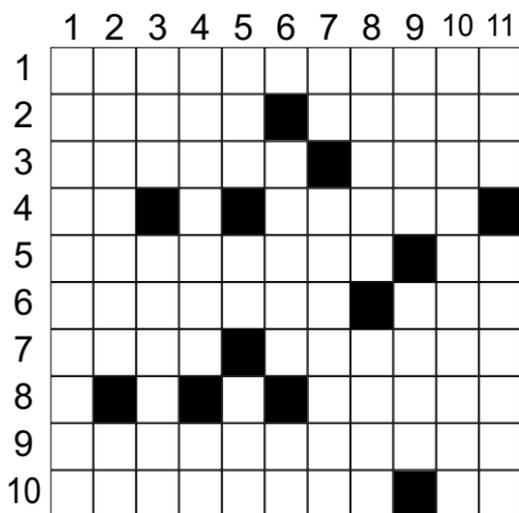
«pour» que de «contre», le Premier ministre doit démissionner et le pays organiser de nouvelles élections. Signifiant que ceux au pouvoir risquent de tout perdre au profit de l'opposition. C'est donc plutôt le scénario du vote de défiance au sein d'un parti qui prime, comme celui organisé ce lundi. Il permet en principe de remplacer le Premier ministre, sans organiser d'élections. Lorsque ce sont les conservateurs qui détiennent les rênes du gouvernement, comme à l'heure actuelle, les députés tories doivent passer par le comité 1922 - un petit groupe de députés qui veille à la bonne organisation du parti - pour déclencher un vote de défiance. Si 15% d'entre eux (soit 54 parlementaires) envoient une lettre

dans laquelle ils écrivent qu'ils n'ont plus confiance en leur leader, le vote de défiance est organisé. C'est ce qu'il s'est passé ce lundi matin. «Le seuil des 15% des parlementaires demandant un vote de confiance du chef du Parti conservateur a été dépassé», a annoncé dans un communiqué Graham Brady, président du comité 1922 chargé des questions d'organisation interne. Lorsque le nombre de lettres nécessaires est atteint, le vote de défiance se tient habituellement dans les heures qui suivent. Et effectivement, il aura lieu entre 18 heures et 20 heures locales (19 heures et 21 heures en France) et le résultat sera annoncé dans la foulée. Si les votes en faveur du chef du gouvernement l'emportent, il

reste en place, et ne peut plus être défié pendant un an en principe. En 2018, à quelques voix près, l'ex-Première ministre, Theresa May, avait ainsi échappé une première fois à son éviction. A l'inverse, si les «pour» en faveur de la motion de défiance sont en majorité, le chef des conservateurs, qui est aussi le Premier ministre, est forcé de démissionner et une course à la nomination d'un nouveau dirigeant se met rapidement en branle. Lorsque plus de deux candidats se présentent à la succession, une série de scrutins est organisée sur plusieurs jours uniquement au sein du parti conservateur afin de déterminer les deux finalistes.

Libération

Mots Croisés



Horizontalement

- 1- Bavardage. 2- Son huile est bénéfique - Assaisonnais. 3- De premier ordre - Application.
- 4- Existes - Point vert dans le désert.
- 5- C'est possible - Possessif. 6- Maillot de tunnelier - Événement fortuit. 7- Vieilles fureurs - Ils ne couvraient que les avant-bras.
- 8- Préoccupation. 9- Taches naturelles.
- 10- Isolée - Direction.

Verticalement

- 1- Politique religieuse de l'empereur germanique Joseph II. 2- Instrument d'usinage - Pépin.
- 3- On l'a à l'œil - Matrice. 4- Alertés - Démonstratif. 5- Brusque - Personnel - Tombé.
- 6- Statue de la tribu - Article arabe.
- 7- Existes - Peintre par exemple.
- 8- Gros bâton - Hale le bateau. 9- Saint - On la fait pour séduire. 10- Venues au monde.
- 11- Soutient le navire - Stable.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

| | |
|---|---|
| Quadruple Quadruple Qwadruple Quoidruple | Jugote Jugeotte Juggeote Jugeote |
| Klaxonner Klaxoner Klacxonner Claxonner | Rizette Risete Risette Risaitte |

Les mots fléchés

| | | | | | | | | | | |
|---|---|--|---------------------------------------|--|---|--|---------------------------|--|-------------------------|----------------|
| RÉSIDENT TROU DE LA PEAU | SANS ÉCLAT GRONDERA TEL LE LION | SANS COMPAGNE | COÛTEUX ENGENDRA | LENTILLES | BLESSÉ... INERTE | VOIX LES PLUS HAUTES | | | | |
| CHUCHOTE INDIQUERA | FOULARD ASTUCIEU- SES | INSTRUMENT À VENT EXAGÉRÉ | IL PORTE LE SOC AVANT DEUX | AU DESSUS DE NOS TÊTES BLANC CASSIS | TRESSER | AVALAS LIEU DE BAIGNADE | FUT TRÈS IRRITÉ | | | |
| MOYENS D'EXPRES- SION PETIT CUBE | À LA MODE FLEUVE D'ÉGYPTÉ | DOTERA MOUVE- MENTS | ADMIRATEUR EMPÊCHÉ DE BOUGER | BOULOT PASSAGER AUTEUR DES "FLEURS DU MAL" | EN AVANT ! FÉROCE | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS | TROP MÛRS AVERTIS | LE DÉ EN A SIX PANNEAU D'ARRÊT | SE RENDRA ATTRAPÉ | TEST CUTANÉ |
| PÉRIODE DE MONTE RENONCER | NAPPERONS PRIT LE SEIN | RÉSERVÉ UNE PLACE CONCUR- RENTE | SA CAPITALE EST ABUJA | HABILLER GRANDE CITÉ D'ISRAËL | GRANDE QUALITÉ | CHOISIT PAR VOTE DÉPLOIE EN LONG ET EN LARGE | DANS CLUB DE MADRID | SOLDAT AMÉRICAIN CHANGEAS DE VOIX | ET LE RESTE | |
| DIMINUTIF DE NACER PETITE DOSE | TRISTESSE ET DÉCEPTION BOUQUINES | RECONFORTÉ DANS L'ÉPREUVE SOÛCI DE POÈTE | AUROCHS VENU AU MONDE | GRAND LAC AMÉRICAIN RÉSINES MALODORANTES | TRANSFOR- MAIT LES PEAUX EN CUIR | VOIE SANS ISSUE | | | | |

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :
Une religion populaire de Chine

| | | |
|-------------|-----------|-----------|
| AROMATE | EOLIENNE | POËLE |
| BALANCE | ESCALOPE | POÉSIE |
| BEURRE | EXISTENCE | POULICHE |
| BOURSIKOTER | FLÈCHE | RACINE |
| BREVET | GARE | RATINE |
| CANDIDAT | HALTÈRE | RESTE |
| CHÂLE | HISTOIRE | RÉVEILLON |
| CHAMPIONNAT | HUÎTRE | ROUE |
| CHAPELIER | INOÛI | SABOTEUR |
| CHARGE | ISERAN | SCAROLE |
| CITERNE | LIVRES | SENS |
| COUSIN | LOGIQUE | SENTIR |
| CRASSEUSE | MANIVELLE | SEULE |
| DEHORS | MARATHON | SYMPTÔMES |
| DÉSERT | MELON | THYMUS |
| DÉSHONNEUR | MINE | TOMBEAU |
| DIGITALE | NAVET | TOURNOIS |
| DRAGONNIER | NÉPAL | VALISE |
| ECREVISSE | NOISES | VOIR |
| EDREDON | ORIGINAUX | VOL |

G I S E R A N R A T I N E M E L O N S V
 A S A B O T E U R E T O C I S R U O B A
 R D M E L U C A T O H S E S N T I A D L
 E R A U O O C H M E C I E G H O A O E I
 S A R R A I G B A A L S S Y R C U M V S
 S G A R N R E I R M I L M T A A I I I E
 I O T E E A O O Q O P U E D O N H P N N
 V N H R U S L M N U S I E V E I O C E T
 E N O U C E T R A T E M O E I E R S T I
 R I N E O A U E R T I E L N S N C E T R
 C E E N T O N E E E E A R I N A A C E X
 E R H N T E S D S H T E E E L A O M I U
 C N C O E E V R I I C L L O T U T S E A
 N O I H D P O E G D U E P E S L E S C N
 E D L S A H A I R E A E L I O R A L N I
 T E U E E L D L S B M T N F V P O H A G
 S R O D E T E V A N O L L I E V E R L I
 I D P H U I T R E R E I L E P A H C A R
 X E S Y M P T O M E S C I T E R N E B O
 E S N E S U E S S A R C E N N E I L O E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
 SIMOUN - GALONS - RASSEOIR - STE - MERS - SU - CAS - M - MASTIC - PETE - NEE - CHEVELURE - PLAIES - TAXA - CRANAS - MA - ID - SIBERIE - G - USEE - ERRE - CAR - POSES - VOIE - OSCAR - FINESSE - AINESSE - SE - DENSES - TUEE - I - MUSE - LETTERES - VILE - JARRE - DE - SAUTER - ENFER - TERRE - DOSDANE

VERTICALEMENT
 SIRE - EPRISSES - EMISE - MARMELADE - CANULAR - ROSSA - AN - EPAISSEUR - US - SCIAS - ORNEE - TE - ANESTHESIES - JE - OUIES - BREFS - LARD - AGI - CV - PERSISTER - O - ARC - ET - RE - NEUTRES - IL - APLATI - VE - ETEND - OSSEUX - ECOSSER - FA - ONT - TRAM - ADEN - SEMEE - AGREE - ISERE.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
 1- PROHIBITIVE. 2- RECAPITULES. 3- EMULE - EPARS. 4- CILICE - INSU. 5- ICARE - GOY. 6- UT - CI. 7- TRIER - NULLE. 8- IO - SIMULAI. 9- OPE - RAI - NE. 10- DUE - TIGES.

VERTICALEMENT
 1- PRECAUTION. 2- REMI - TROP. 3- OCULI - ED. 4- HALICTES. 5- IPECA - RIRE. 6- BI - ERG - MA. 7- ITE - NUIT. 8- TUPI - CUL. 9- ILANGILANG. 10- VERSO - LIEE. 11- ESSEYEES.

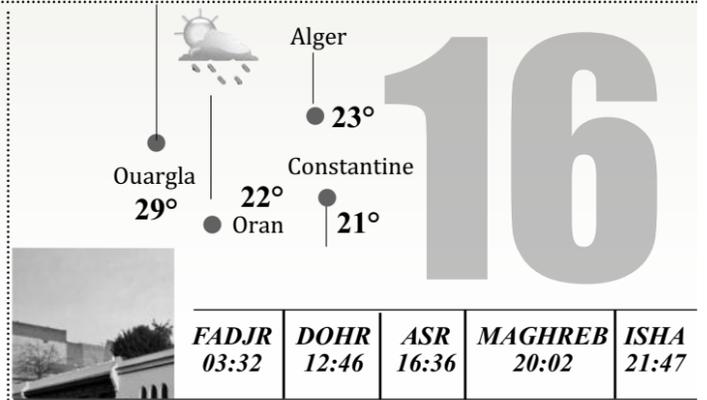
4x4 Faisceau - Harponnage
 Imprudemment - Nodosité

BIFFE-TOUT : TAZIEFF

CAS CONFIRMÉ

Trois (03) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 2 guérisons et aucun décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué ce lundi le ministère de la Santé.

Selon la même source, le total des cas confirmés en Algérie s'élève à 265.900 cas.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 7 JUIN 2022 // N°320 // PRIX 20 DA

AFFAIRE DU FINANCEMENT OCCULTE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE LA PRÉSIDENTIELLE 2019

Saïd Bouteflika condamné à huit ans de prison ferme

Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, hier, Saïd Bouteflika, frère de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika, à huit ans de prison ferme dans l'affaire du financement occulte de la campagne électorale de la Présidentielle annulée d'avril 2019.



Selon l'agence de presse algérienne (APS), le tribunal de Sidi M'hamed a condamné Saïd Bouteflika à 8 ans de prison ferme et à une amende de 3 millions de dinars (environ 20 000 dollars), ainsi que la saisie de tous ses biens. Le Tribunal a aussi condamné l'homme d'affaires Ali Haddad, dans le cadre de la même affaire, à 4 ans de prison ferme pour blanchiment d'argent, trafic d'influence et non-déclaration de biens. Ali Haddad a été acquitté du chef d'accusation de financement occulte de la Présidentielle annulée d'avril 2019, pour le compte du candidat Abdelaziz Bouteflika. Ces juge-

ments ont été rendus en première instance et peuvent faire l'objet d'un recours devant les instances judiciaires supérieures. Bouteflika et Haddad ont été poursuivis pour "blanchiment d'argent, trafic d'influence, non-déclaration de biens et financement clandestin de la campagne électorale". L'affaire, selon des déclarations antérieures du ministère public, concerne le transfert de fonds à l'étranger en 2019, pour ouvrir une chaîne appelée "Al-Istemrarya" pour soutenir la candidature d'Abdelaziz Bouteflika aux élections qui étaient prévues pour avril 2019 et annulées à la suite

d'un soulèvement populaire. Saïd, 66 ans, est le frère cadet d'Abdelaziz Bouteflika. Il a rejoint la Présidence en 1999 et s'est imposé comme un homme influent et puissant après la détérioration de la santé de son frère en 2011.

Saïd Bouteflika est en détention depuis mai 2019. La justice l'avait précédemment acquitté dans deux affaires, la première en 2021 connue dans les médias par « le complot contre l'armée et l'État », et la seconde en mai dernier, concernant l'accusation de "perturber le travail de la justice" pendant la période du règne de son frère. **R.N.**

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE LE RÉVÈLE L'EXAMEN DE 5^{ÈME} SERA RÉTABLI L'ANNÉE PROCHAINE

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite au siège de la direction de l'Éducation d'El-Meghaïer où il s'est enquis du déroulement de l'examen du

Brevet d'enseignement moyen (BEM), le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a indiqué qu'à compter de l'année scolaire 2022-2023,

l'examen de fin du cycle primaire, suspendu exceptionnellement, sera rétabli selon « de nouvelles données et une nouvelle approche ».

BEM 2022

PAS DE COUPURE D'INTERNET CETTE ANNÉE !

Bonne nouvelle pour les utilisateurs du net. Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé hier, que le réseau internet ne sera pas coupé durant toute la période des examens.

Le premier responsable du secteur a affirmé lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée hier, qu'il « n'y aura pas de coupure du réseau internet durant les examens du BEM à cause du recul de la fuite des sujets des épreuves, et il a ajouté que l'État a instauré des procédures strictes, notamment des sanctions ainsi que la mise en place d'une commission judiciaire, et il a rassuré que toutes les mesures sanitaires sont prises pour assurer la sécurité des candidats malgré la baisse

des cas de Covid 19 et il a ajouté que les examens se déroulent dans de bonnes conditions ». Le ministre a annoncé également que les coefficients d'examen pour le BEM seront revus à la prochaine rentrée scolaire, et cela pour « éviter de gonfler les notes et de donner l'opportunité à une évaluation réelle de l'élève » a-t-il expliqué.

D'autre part, le ministre a indiqué que les résultats de l'examen du certificat d'enseignement intermédiaire seront annoncés à la fin du mois en cours. A noter que près de 740.000 candidats, répartis sur 2.800 centres d'examen, passent depuis hier les différentes épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), à l'échelle nationale. Le

coup d'envoi pour la session 2022 a été donné par le ministre, depuis Touggourt, à partir du CEM Tamarani-Mohamed.

M. Belabed a été accompagné lors de l'ouverture des plis contenant les sujets du BEM, par le conseiller du président de la République chargé de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur Nourredine Ghouali, le wali de Touggourt, ainsi que des représentants des autorités civiles et militaires de la wilaya et de membres du Parlement.

La wilaya compte 7.133 candidats scolarisés à l'examen du BEM pour cette session de juin 2022 et 67 candidats libres, elle compte également 1.657 encadreurs et 30 centres d'examen. **MD**

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 MORTS ET 120 BLESSÉS LE WEEK-END DERNIER

Trois personnes ont trouvé la mort et 120 autres ont été blessées dans 97 accidents de la route survenus en zones urbaines le week-end dernier, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la

Sûreté nationale (DGSN). La plupart de ces accidents sont dus au facteur humain, selon les données des services compétents de la Sûreté nationale.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale appel-

le à nouveau les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence au volant, rappelant le numéro vert 1548 et celui des secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24.

ALGÉRIE- TANZANIE

Les Verts arrivent en Tanzanie

Les Verts se sont envolés hier, en direction de Dar es Salaam (capitale de la Tanzanie), en prévision de leur deuxième match du groupe F des éliminatoires de la CAN TotalÉnergies - Côte d'Ivoire 2023, qui se déroulera demain. À l'exception de Hicham Boudaoui, Bel-

madi aura à sa disposition un effectif au grand complet pour aborder le rendez-vous face aux Taifas Stars : « À part Hicham, tout le monde est apte. Boudaoui s'est blessé la veille du match. D'ailleurs, c'était prévu qu'il démarre contre l'Ouganda. Apparemment, plus de

peur que de mal pour lui. Nous avons fait les examens nécessaires, mais je ne sais pas s'il pourra jouer contre la Tanzanie, ce serait peut-être trop juste ».

A rappeler que l'EN occupe la première place de son groupe « F » avec 3 points devant le Niger et la Tanzanie, juste-

ment, qui partagent la deuxième place avec 1 point chacun, à la suite de leur match nul à Niamey (1-1). Quant à la dernière place du groupe, elle est occupée par l'Ouganda avec zéro point.

A.D.